



Recto Verso
Cinquante ans d'histoire

par
Francis Cauchon

Volet III d'une étude sous la direction de Jean-Marc Fontan
Observatoire montréalais du développement

Étude sous la coordination de Lina Laprise-Trudel
Service aux collectivités de l'UQÀM
Janvier 2001

Table des matières

INTRODUCTION	4
<i>Contexte de réalisation de la recherche.....</i>	<i>4</i>
<i>La méthodologie et les difficultés rencontrées.....</i>	<i>5</i>
I LE PROJET AU FIL DES ANS : SA DÉFINITION ET SA RÉALISATION	7
<i>Dès années 1930 aux années 1950 : l'éveil au problème ouvrier.....</i>	<i>7</i>
<i>Les années 1960 : la laïcisation progressive.....</i>	<i>9</i>
<i>Les années 1970 : l'époque des grands dossiers.....</i>	<i>10</i>
<i>Les années 1980 : de nouvelles luttes en vue ?.....</i>	<i>13</i>
<i>Les années 1990 : un magazine alternatif d'information.....</i>	<i>16</i>
<i>Les années 2000 : bilan et restructuration.....</i>	<i>19</i>
II L'ORGANISATION.....	20
<i>Le financement.....</i>	<i>20</i>
<i>La publicité.....</i>	<i>21</i>
<i>La structure administrative du magazine</i>	<i>22</i>
III LE TIRAGE, LA DISTRIBUTION ET D'AUTRES SPÉCIFICATIONS.....	24
IV LE PUBLIC	27
V L'AN 2000 : ANNÉE DE RÉFLEXION ET DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE	29
VI LES ENJEUX ET LES DIVERGENCES D'OPINION AU SEIN DE LA RÉDACTION	30
<i>Les enjeux.....</i>	<i>30</i>
<i>On écrit pour qui ?.....</i>	<i>31</i>
<i>La mondialisation.....</i>	<i>31</i>
<i>Un traitement de qualité.....</i>	<i>31</i>
<i>Conserver la formule dossier.....</i>	<i>31</i>
<i>Diversifier ses activités.....</i>	<i>32</i>
<i>Une ligne directrice d'indépendance d'esprit.....</i>	<i>32</i>
BIBLIOGRAPHIE	34
ANNEXE I : L'ÉDITORIAL DU PREMIER NUMÉRO	36
ANNEXE II : JOC ET AUTRES MOUVEMENTS CATHOLIQUES.....	37
ANNEXE III : LES MISSIONNAIRES OBLATS	38
ANNEXE IV : LES NOMS DE LA REVUE AU FIL DES ANS	39
ANNEXE V : LISTE DES NUMÉROS DE VO DEPUIS 1974	40
ANNEXE VI : LES TYPES D'ARTICLE	48

ANNEXE VII : LA PUBLICITÉ DANS LA REVUE.....	49
ANNEXE VIII : L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DU MAGAZINE.....	50
ANNEXE IX : LE SCHÉMA D'ENTREVUE	54

INTRODUCTION

Le troisième volet du projet de recherche sur la presse écrite alternative se veut un bilan historique du magazine *Recto Verso*. L'objectif central poursuivi est de situer *Recto Verso* au sein de la presse écrite alternative québécoise. Nous dressons donc le portrait actuel du magazine tout en situant actualité dans un processus historique.

Dans ce dessein, nous fournirons d'abord le portrait socio-historique de la revue en retraçant la définition de son projet ainsi que sa réalisation depuis les années 1950 jusqu'à nos jours. Ensuite, nous présenterons l'évolution de l'organisation. Nous jetterons alors un rapide coup d'œil à son financement, à sa relation avec la publicité ainsi qu'à sa structure administrative. Nous concentrerons notre attention sur le magazine en tant que tel, c'est-à-dire que nous verrons l'évolution de son tirage, de sa distribution ainsi que quelques spécifications comme sa fréquence de parution, son nombre de page, son tarif d'abonnement et son format. Enfin, nous ferons le point sur la situation actuelle de *Recto Verso* en dressant d'abord un bilan des enjeux immédiats et futurs auxquels le magazine risque d'être confrontés pour ensuite lister ses forces et faiblesses actuelles. Nous concluons par la présentation de la méthodologie de recherche.

Contexte de réalisation de la recherche

Le présent rapport s'inscrit dans un projet de recherche sur la presse écrite alternative québécoise. Le projet a été mis en place à la demande de représentants de la revue *Recto Verso*. Ces personnes voulaient effectuer une recherche action sur la presse alternative écrite québécoise afin d'appuyer la réflexion de *Recto Verso* dans le cadre d'un événement commémoratif du cinquantième anniversaire d'existence de la revue.

Nous avons obtenu un financement de 9 000 dollars d'un fonds de recherche interne de l'Université du Québec à Montréal (PAFARC) pour réaliser la recherche.

Cette dernière est le fruit d'une collaboration entre :

- le Service aux collectivités de l'UQÀM, représentée en la personne de Lina Trudel ;
- l'Observatoire montréalais du développement, représenté par le professeur-chercheur Jean-Marc Fontan rattaché au département de sociologie ;
- la corporation *Vie Ouvrière inc* qui produit la revue *Recto Verso* et qui est représentée par Anne-Marie Brunelle

La méthodologie et les difficultés rencontrées

La rédaction de cette monographie a nécessité l'utilisation de deux approches méthodologiques. Tout d'abord, nous avons procédé à une analyse documentaire. Dans un premier temps, nous avons lu les divers articles publiés dans le magazine à l'occasion du vingtième et du quarantième anniversaires car ils dressent un bilan du parcours socio-historique du magazine depuis sa création. Dans un deuxième temps, nous avons lu plusieurs numéros de *VO* ainsi que de *Recto Verso* afin de bien nous familiariser avec le produit des années 1990.

Dans un troisième temps, nous avons fouillé dans les archives du magazine afin de mettre la main sur le tout premier numéro du *Bulletin des aumôniers des mouvements spécialisés d'action catholique* publié en 1942 ainsi que sur tous les numéros parus aux dates où le magazine changea de nom. Nous désirions feuilleter ces numéros car lors d'un changement de nom, la rédaction écrit toujours un éditorial ou rédige une note afin de faire connaître les nouvelles orientations et les nouveaux espoirs du magazine. Il s'agissait donc là de données essentielles à la rédaction de la monographie. Dans un quatrième temps, nous avons consulté le sondage qu'a réalisé le magazine en 1995¹ afin de sonder la satisfaction de la clientèle, d'identifier les modifications éventuelles à apporter et d'identifier de nouveaux créneaux de marché.

D'autre part, afin de compléter l'information recueillie lors de la recherche documentaire, nous avons procédé à des entrevues individuelles auprès d'anciens directeurs et rédacteurs en chef du magazine. Nous avons réalisé quatre entrevues d'environ une heure et demi chacune à partir d'un schéma prédéterminé de questions reprenant les grandes dimensions que nous jugions devoir traiter dans la monographie².

Concernant les difficultés rencontrées, soulignons d'emblée qu'elles furent fort peu nombreuses car nous avons pu rapidement et facilement entrer en contact avec d'anciens directeurs et rédacteurs en chef qui ont travaillé à différentes périodes du magazine. De plus, l'accès aux documents d'archive a été facile compte tenu que les locaux du magazine ont toujours été situés au Centre Saint-Pierre³ depuis sa création dans les années 1950, ce qui veut dire que nombre des documents liés au passé de *Recto Verso* étaient disponibles sur place.

La principale difficulté rencontrée est sans doute liée au fait que l'histoire du magazine s'échelonne sur plus d'un demi siècle. C'est dire que recueillir des informations précises pour les premières années du magazine pose quelques problèmes. En effet, bien que les entrevues et la recherche documentaire aient permis de retracer les sources de

¹ Nous avons aussi eu accès à certaines données du même type de sondage réalisé en 1998.

² On trouve en *Annexe IX* du présent document le schéma d'entrevue que nous avons utilisé.

³ Soit au 1215 rue de la Visitation, Montréal.

financement, la structure administrative, le tirage et la distribution du magazine, les informations recueillies demeurent souvent approximatives pour les années 1950 et 1960. Ajoutons à cela que pour des raisons évidentes, nous n'avons pas pu interroger de personnes ayant collaboré à la revue dans ces années.

I Le projet au fil des ans : sa définition et sa réalisation

Le parcours socio-historique de *Recto Verso* est étroitement relié à l'histoire du Québec, comme tant d'autres revues et journaux d'ailleurs. Le projet *Recto Verso* est le fruit d'une évolution, il se distingue de projets similaires parce qu'il a réussi à survivre, à s'adapter, tout en gardant la vocation « d'alternativité » qui a marqué son origine. En effet, *Recto Verso* a su s'adapter aux divers contextes socio-politiques tout en demeurant un périodique alternatif au sens où il n'a cessé de s'inspirer d'une démarche émancipatrice dans la perspective d'un plus grand pouvoir des citoyens et citoyennes sur leurs conditions de vie et de travail⁴. En somme, bien que ses vues et les causes qu'il a défendues se soient transformées au fil des ans, *Recto Verso* a su évoluer avec son temps, ce qui en fait un magazine unique en son genre. Voyons maintenant de plus près les grandes étapes de l'évolution de ce magazine.

Dès années 1930 aux années 1950 : l'éveil au problème ouvrier

Le mouvement social dont est issu l'ancêtre de *Recto Verso* trouve sa source sur le vieux continent dans les années 1930. Préoccupé par les conditions de vie des ouvriers de cette époque, le père Joseph Cardijn fonde en Belgique le mouvement de la jeunesse ouvrière catholique⁵ (JOC), un mouvement progressiste chrétien basé sur la méthode d'analyse de la réalité du « Voir – Juger – Agir ». Cette méthode consiste d'abord à faire prendre conscience aux ouvriers de leurs mauvaises conditions de vie et de travail, de les faire ensuite réfléchir sur ces dernières et enfin de les amener à poser des actions en vue de les améliorer.

Impressionné par les résultats obtenus par ce mouvement en Belgique aux débuts des années 1930, le missionnaire oblat Henri Roy décide de l'implanter au Québec en 1931. À cette époque, on retrouve quelques organisations sociales vouées à défense des conditions de vie et de travail des ouvriers, aussi ce mouvement d'éducation populaire est dans la foulée des mouvements sociaux nés de l'industrialisation et suscite rapidement un grand intérêt. En effet, dans les années 1930 et 1940, un nombre important de cellules de Jeunesse ouvrière catholique s'implante dans de nombreuses paroisses québécoises.

⁴ À ce sujet, il faut savoir qu'à chaque fois que le magazine changea de nom, la rédaction produit un éditorial ou rédige une note afin d'expliquer le changement, c'est-à-dire afin de faire connaître les nouvelles orientations et les nouveaux espoirs du magazine. On retrouve ces éditoriaux en *Annexe I*.

⁵ En *Annexe II*, on trouve quelques explications sur ce mouvement ainsi que sur d'autres mouvements catholiques fondés à cette époque.

Le rôle des prêtres rattachés à ce mouvement progressiste chrétien est essentiellement pédagogique. Ces derniers apprennent, entre autres, aux ouvriers à bien s'exprimer et à écrire convenablement en vue de mieux défendre leur cause. Le mouvement de l'action catholique forme de nombreux leaders sociaux. On pense ici à des personnes comme Michel Chartrand, Gérard Pelletier, Jacques Hébert, Guy Cormier, Pierre Juneau, Simone Monet-Chartrand ou Jeanne Benoit-Sauvé qui, par leur engagement en politique active ou par leurs écrits journalistiques, ont animé la scène publique québécoise au cours des dernières décennies (Piché, 1999).

À la fin des années 1940, la grève de l'amiante à Asbestos contribue à donner plus d'ampleur et de visibilité à ce mouvement déjà bien implanté dans le milieu ouvrier. En 1949, Mgr Charbonneau dénonce très sévèrement le sort réservé à la classe ouvrière au Québec comme en témoigne cette déclaration : « La classe ouvrière est victime d'une conspiration qui veut son écrasement et quand il y a conspiration contre la classe ouvrière, c'est le devoir de l'Église d'intervenir. » (Linteau et autres, 1989, p. 314)

Par cette attitude très critique, Mgr Charbonneau se met à dos non seulement le gouvernement, mais aussi l'épiscopat qui décide en janvier 1950 de le destituer. Les prises de position de monseigneur trouvent cependant un écho favorable auprès des aumôniers de la Jeunesse ouvrière catholique et de ceux de la Ligue ouvrière catholique. Ces derniers, jugeant qu'il est plus nécessaire que jamais de se doter d'un outil pour élargir la réflexion et les échanges d'information sur la situation ouvrière, décident de fonder une revue. *L'Action catholique ouvrière* voit le jour en 1951⁶, en remplacement du *Bulletin des aumôniers des mouvements spécialisés d'action catholique*.

Les objectifs de la revue dirigée par le père missionnaire oblat⁷ Victor-Marie Villeneuve⁸ sont clairement exprimés dans l'éditorial dans le premier numéro de la revue.

Le but de notre modeste revue reste le même : étudier sous tous les aspects le problème ouvrier ; chercher, avec tous les confrères qui voudront nous donner leur collaboration, comment les prêtres peuvent aider toujours plus efficacement nos ouvriers, jeunes et adultes, hommes et femmes, qui militent dans les rangs de l'Action catholique ouvrière. (*L'Action catholique ouvrière*, janvier 1951)

⁶ On dit que l'ancêtre du magazine *Recto Verso* est *L'Action catholique ouvrière* et non pas le *Bulletin des aumôniers* car la rédaction de la revue inscrit sur le numéro de janvier 1951 « volume I numéro I », voulant par là marquer la différence avec le bulletin. Dès lors, on a toujours numéroté les magazines à partir de cette date, afin de souligner la continuité certaine avec la mission que s'était donné *L'Action catholique ouvrière*.

⁷ On trouve en *Annexe III* un bref historique de la communauté des Missionnaires Oblats.

⁸ Qui était à cette époque aumônier général de la *Jeunesse ouvrière catholique* et de la *Ligue ouvrière catholique*.

Cette revue — destinée principalement aux prêtres et aux dirigeants de la Jeunesse ouvrière catholique qui l'utilisent dans leur intervention auprès des travailleurs — informe les travailleurs sur les mouvements et les revendications ouvrières, à leur donner la parole pour qu'ils s'expriment librement sur leurs conditions de vie et de travail et les encourager à s'impliquer afin de provoquer des transformations sociales.

Les années 1960 : la laïcisation progressive

Les années 1960 ont représenté pour le Québec une période de profonds changements caractérisée par l'interventionnisme d'État et la prospérité économique. Mais on souligne rarement que ce vent de changement s'est aussi fait sentir au niveau communautaire.

Le mouvement communautaire émane de la laïcisation de la société québécoise du début des années 1960. La multiplicité des organisations religieuses charitables vont être relayées (sic) graduellement par des organisations religieuses de services et de défense des droits des citoyens. La Révolution tranquille, le changement des rapports entre l'État et le citoyen, le développement des sciences sociales, les mouvements de prise de conscience de certaines inégalités sociales ont conduit nombre de professionnels et d'animateurs sociaux à s'associer avec des communautés de base. C'est époque notamment des cliniques populaires, tant juridiques que médicales et des comités de citoyens.

Toute cette volonté de la société civile de gérer ses propres affaires a amené le mouvement communautaire à jouer un rôle de contrepoids et à défendre des droits d'association libre et volontaire, à stimuler l'exercice du droit de parole des citoyens et des citoyennes et à revendiquer des services tant en éducation que dans les domaines du logement, de la santé et des services sociaux, des loisirs ou encore de l'environnement (Gouvernement du Québec, 2000, p.1).

En effet, la participation devient une préoccupation à la fois théorique et sociale au Québec. On sent le désir d'une plus grande participation des citoyens à l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Dès 1963, au sein d'expériences comme celle du *Bureau d'aménagement de l'Est du Québec* (BAEQ) et du *Comité de citoyens de Saint-Henri*, on vise selon Andrée Fortin à accélérer la modernisation du Québec par la conscientisation. « La première étape en était la prise en charge, l'expression des besoins et des revendications » (Fortin, 1991, p. 220).

Cet objectif donne naissance au mouvement d'animation sociale et à la mise sur pied de comités de citoyens. Mais il faut savoir que les animateurs sociaux des comités de citoyens ne surgissent pas du vide. Ils sont pour la plupart associés à la gauche catholique. « Cette affiliation n'explique pas nécessairement leur engagement en tant que tel, mais un type d'engagement, dont on pourrait dire (...) qu'il relève du missionariat laïque » (ibid.). L'esprit chrétien de gauche, caractérisé par la recherche

de justice et d'égalité sociales au nom de l'Évangile, perdue donc et c'est porté par ce mouvement de l'idéal participationniste, qui prône la prise de parole généralisée, qu'évolue la revue.

En 1958, le père missionnaire oblat Paul-Émile Pelletier prend la relève de la revue. Constatant que le travail quotidien des prêtres avec des ouvriers a considérablement influencé leur perception du monde ouvrier, il décide que la revue s'adresserait désormais à tous les prêtres intéressés à actualiser leurs actions pastorales en contribuant à l'amélioration de la situation de la classe ouvrière. Pour marquer ce changement d'orientation, il change le nom de la revue. *L'Action catholique ouvrière*⁹ devient alors *Prêtres aujourd'hui*.

Dans cette période de changements rapides au sein de la société civile, l'Église et les institutions sociales doivent souvent revoir leurs orientations pour s'adapter aux nouvelles réalités. Influencée par les idées de Vatican II sur la place des baptisés dans l'Église et cherchant toujours à permettre aux ouvriers de s'exprimer publiquement, la revue change à nouveau de nom en 1966 pour devenir *Prêtres et laïcs*. Ce changement illustre le fait que cette dernière ne veut plus désormais s'adresser d'abord et avant tout aux prêtres, mais aux prêtres et aux laïcs car les membres de la revue ont constaté que le partage des idées de ces deux parties permet de faire avancer la cause ouvrière sur le terrain. Cependant, les objectifs demeurent sensiblement les mêmes. « La revue entend garder avec plus de fidélité si possible ses deux lignes de forces traditionnelles : pastorale populaire et apostolat laïc.¹⁰ »

Soulignons cependant que malgré ces légères modifications d'orientation, l'ancêtre de *Recto Verso* demeure jusqu'aux années 1970 une revue prudente sur le plan politique adressée principalement aux aumôniers et aux dirigeants des mouvements d'action catholique et confinée à une problématique exclusivement pastorale et ecclésiale. Toutefois, elle est appelée à élargir ses champs d'intérêt avec l'émergence dans les années 1970 des théologies de la libération.

Les années 1970 : l'époque des grands dossiers

Vers 1970, une partie du mouvement communautaire se radicalise car certains, déçus par les lenteurs du réformisme, préfèrent se tourner vers le marxisme.

[À cette époque], la participation est de moins en moins comprise comme l'expression démocratique des besoins et des opinions ; l'objectif est de participer aux prises de décisions, de prendre le pouvoir. Bref, on passe d'une

⁹ On le remarquera, le magazine a bien souvent changé de nom au cours des décennies. On retrouve la liste des noms que le magazine porta depuis sa création en *Annexe IV* du présent document.

¹⁰ Cette phrase est tirée d'une lettre rédigée par la rédaction de la revue le 30 novembre 1966.

vision culturelle, expressive, de la participation (De Certeau, 1974), à une conception plus politique, instrumentale (Fortin, 1991, p. 221).

Résultat, on assiste à une dualisation du mouvement communautaire participatif. D'un côté, on constate que certains, déçus par les lenteurs du réformisme, préfèrent adhérer au courant marxiste¹¹. Parallèlement à cela, un mouvement contre culturel se met en place. La revue *Mainmise* en est le porte-étendard. Toutefois, dans les deux cas, les résultats suscitent l'insatisfaction. « Autant le centralisme démocratique a pu se muer en centralisme tout court, autant la recherche du consensus s'est avérée longue, lourde et souvent sans résultat » (Fortin, 1991, p. 223).

Dans un tel contexte socio-politique, la revue des missionnaires Oblats réussit à survivre mais non sans peine, car au lieu de se rallier à l'un des deux courants — le courant marxiste et celui contre culturel — elle maintient son approche chrétienne de gauche, tout en allant chercher des éléments au sein des deux courants dominants afin de demeurer actuelle pour ses lecteurs. L'*Annexe V* du présent document, qui fournit la liste des dossiers publiés depuis 1974, illustre d'ailleurs à merveille l'influence de ces courants sur le contenu rédactionnel de la revue¹². Voyons cela de plus près.

Le missionnaire oblat Paul-Émile Charland, constatant avec enthousiasme que certaines revues françaises et belges portant sur la question ouvrière commencent à faire paraître en leurs pages des dossiers traitant de diverses problématiques liées à la question ouvrière, décide d'appliquer ce nouveau concept à la revue. Et puisque entre-temps, il a constaté lors de ses nombreux passages au Salon du livre de Québec que le titre de la revue n'est pas accrocheur, il prend l'initiative de la renommer *Dossiers Vie ouvrière* en janvier 1974.

À partir de ce moment, les lecteurs ont droit à la publication de dossiers analysant et documentant des problématiques liées à la question ouvrière. Il s'agit là d'une innovation importante car les précédents numéros de la revue, quoique tous unis par une même philosophie, étaient uniquement composés d'articles disparates.

De par les titres des dossiers, on constate l'émergence et l'influence des théologies de la libération. En effet, à partir du milieu des années 1970 la revue « s'affranchit tranquillement d'une problématique strictement pastorale dans le but de contribuer avec toutes les forces agissantes du milieu, qu'elles soient ou non chrétiennes, à l'avènement d'une société juste et fraternelle » (Vallières, 1991b, p. 14).

La philosophie de base ne se trouve cependant pas modifiée par cette approche plus large. La revue vise toujours à provoquer des transformations sociales sans pour autant

¹¹ Pensons par exemple à la revue *En Lutte!* fondé en 1973.

¹² Cette liste démontre aussi que la revue, bien que d'abord de tendance chrétienne de gauche, a toujours publié des dossiers portant sur des événements d'actualité socio-politique afin de concerner son lectorat et de gagner de nouveaux lecteurs.

être à la solde d'aucune idéologie. L'objectif de l'équipe de *Dossiers Vie ouvrière* est de provoquer des changements sociaux, non pas de les dicter. Or, malgré le fait que le contenu des articles tente de s'adapter le mieux possible au contexte socio-politique, les abonnements à la revue n'ont pas augmenté à cette époque. Soulignons toutefois qu'augmenter son lectorat était un défi de taille à cette époque compte tenu de la concurrence. En effet, les revues à tendance progressiste fleurissaient dans ces années (Le temps Fou, par exemple).

Toutefois, comme l'explique un des anciens directeurs, aux yeux de certains militants de gauche la revue perdait de son intérêt du fait qu'elle était produite par les mouvements d'action catholique. Cependant, aux yeux de plusieurs non-militants, à cause des titres de ses dossiers, elle ne pouvait que s'adresser à des idéologues de gauche. Or, si cette réputation ne lui permit pas d'élargir significativement les bases de son lectorat, la revue réussit toutefois à conserver ses anciens lecteurs car, en allant chercher quelques éléments des courants marxiste et contre culturel pour analyser l'actualité socio-politique, elle demeure une revue intéressante à leurs yeux.

D'après Andrée Fortin, on peut retenir 1978, l'année de l'apparition de la revue *Temps fou*, « comme celle de la naissance d'un mouvement non plus contre culturel ni marxiste, mais alternatif, qui retient quelques éléments des deux tendances en y ajoutant son propre grain de sel. C'est l'époque de la fin des certitudes, tant marxistes, nationalistes que contre culturelles¹³ » (Fortin, 1991, p. 223).

À l'époque de la naissance de la presse dite alternative, *Dossiers : Vie ouvrière* s'incorpore. Espérant élargir la base d'appartenance de la revue par l'implication dans l'administration et le financement d'autres communautés religieuses dans son projet¹⁴, les missionnaires Oblats de la province de Québec demandent en 1978 que la revue s'incorpore¹⁵. Elle devient alors un organisme autonome, donc indépendant sur le plan juridique. D'autre part, elle demande et obtient un numéro de charité, ce qui représente un avantage certain sur le plan financier. Toutefois du point de vue rédactionnel, les objectifs de la corporation sont en ligne directe avec les objectifs de départ. Ainsi, la corporation est créée pour :

¹³ À ce sujet, on lira l'éditorial du premier numéro de *Temps fou* en 1978.

¹⁴ Voici quelques exemples de communautés religieuses qui se sont impliquées dans la revue à cette époque : Les Sœurs du Bon Conseil, Les Petites Sœurs de l'Assomption, les Pères de Sainte-Croix, Les Sœurs Auxiliaires et Les Fils de la Charité.

¹⁵ À propos de la corporation, soulignons que de 1978 à 1985, il existe trois catégories de membre. Il y a les membres corporatifs privilégiés qui ne peuvent être que des corporations de pastorale ouvrière. Ils ont droit à deux délégués avec droit de vote délibératif aux assemblées. Ensuite, on retrouve les membres corporatifs ordinaires, qui ont droit à un seul délégué. Enfin, il y a la catégorie des membres individuels. La catégorie des membres corporatifs privilégiés est abolie avec l'adoption de la formule magazine en 1985.

- Faire la pastorale du monde ouvrier principalement par la publication et la diffusion d'une revue d'inspiration chrétienne
- Promouvoir dans la société et dans l'Église catholique romaine une meilleure connaissance du monde ouvrier
- Faire de la recherche en pastorale du monde ouvrier et organiser des colloques et rencontres à ce sujet¹⁶

Rappelons enfin que la rédaction de cette époque n'est pas sans savoir que l'incorporation comportait une certaine part de risque.

Une conséquence que nous prévoyons, c'est la fragilité de la nouvelle corporation ; la revue devra désormais voler de ses propres ailes. C'est un signe de maturité, mais c'est aussi le risque qu'elle doit prendre. Voilà pourquoi elle devra compter de plus en plus sur tous ceux qui sont préoccupés de l'évangélisation du monde ouvrier (...) En effet, une revue non commerciale ne peut pas survivre de ses propres moyens, il lui faut des appuis extérieurs pour rencontrer ses obligations financières (Hébert, 1978, p. 2).

Les années 1980 : de nouvelles luttes en vue ?

En 1983, quatre revues alternatives — *Presse Libre*, *Focus*, *Le Temps Fou* et *Luttes Urbaines* — disparaissent. Selon certains, la désillusion politique de 1980 a finalement fait son œuvre. « Pour nous, la culture politique née à la fin des années 1960 est tombée en désuétude, ce qui ne veut pas dire que les idéaux qu'elle transportait sont morts, encore moins qu'ils ont trouvé racine dans la réalité » (Beaulieu, 1984, 3 avril) déclare Véronique Dassas¹⁷ au *Soleil* en 1984.

Cependant, même si ce temps est extrêmement difficile pour les revues alternatives rattachés à la gauche, cela n'est pas forcément le cas pour tous. En effet, « de 1982 à 1983, l'Association des médias écrits du Québec (AMECQ) est passée de 12 à 34 membres » (Beaulieu, 1984, 2 avril).

On pourrait dire que ce sont les revues politisées qui éprouvent de la difficulté à cette époque car les médias qui joignent les rangs de l'AMECQ aux débuts des années 1980 se définissent tous non pas comme étaient d'abord de gauche, mais bien comme étant d'abord des entreprises de presse. Un virage se produit donc dans l'univers de la presse alternative. Le nouveau credo devient « rentabilité, publicité, étude de marché, public cible » (Beaulieu, 1984, 2 avril). On assiste alors à une professionnalisation de ce type de presse et à un détachement des idéologies qui ont connu leur heure de gloire dans les années 1970.

¹⁶ Ces objectifs sont tirés de l'attestation d'incorporation de 1978.

¹⁷ L'ex-rédactrice en chef du *Temps Fou*.

À ce sujet, l'exemple de *La Vie en rose*, qui a le vent dans les voiles aux débuts des années 1980, illustre parfaitement le changement d'attitude au sein de la presse alternative. Interrogée par *Le Soleil* en 1984 sur les raisons du succès du magazine, Lise Moisan¹⁸ répond :

À la santé du mouvement féminisme certes, mais également à l'énergie déployée par les membres de *La Vie en rose*. Nous sommes constamment à la recherche de nouvelles clientèles (...) Nous tentons également de nous impliquer physiquement dans le milieu, de maintenir notre contact privilégié avec lui (Beaulieu, 1984, 2 avril).

La même année, Véronique Dassas déclare, au sujet de l'avenir de la presse alternative :

Pour s'imposer, il faudra en arriver à faire une presse de gauche qui garde ses distances, qui sait être ironique tout en étant sérieuse (...) Ne plus s'enliser dans les discours et les démonstrations, mais réussir à intéresser tout le monde. Somme toute, se contenter d'être une presse de gauche, et ne plus tenter de se métamorphoser en mouvement social (Beaulieu, 1984, 2 avril).

Le passage de la revue *Dossiers : Vie ouvrière* à la formule magazine à cette époque cadre parfaitement avec les prédictions de Dassas et Moisan. Toutefois, le magazine opère ce virage tout en demeurant à forte tendance chrétienne.

Les années 1980 amènent aussi une succession de coups de barre qui semblent remettre en question, sur les plans politique, économique, social et idéologique, les acquis des précédentes décennies.

Au début des années 1980, une série d'événements se sont bousculés pour sonner le glas de l'euphorie révolutionnaire de la décennie précédente. D'abord, l'échec du référendum sur la souveraineté du Québec fut ressenti avec une profonde amertume par les générations militantes, utopistes et pressées de la révolution tranquille. Ensuite, la récession nous plongea brutalement dans une crise économique et sociale sans précédent depuis la Deuxième Guerre mondiale. C'était l'impasse, le Québec tout entier paraissait bloqué, effondré, en panne, plus incertain que jamais de son avenir (Vallières 1991d, p. 16).

Voilà qui résume à merveille l'état d'esprit pour le moins morose des membres de la revue aux débuts des années 1980. Toutefois, malgré le fait qu'ils constatent que le mouvement social qui les a portés durant plusieurs décennies s'affaiblit, ils désirent encore et toujours poursuivre leur combat et publient dans le numéro de mars 1983 la liste des acquis des années 1970 qu'il faut selon eux à tout prix tenter de préserver et de consolider.

¹⁸ Permanente à *La Vie en rose*.

- La conviction qu'il n'y a pas d'avenir pour le peuple dans le système capitaliste.
- La revendication de l'indépendance du Québec (à ranimer).
- La construction d'une presse populaire alternative, de gauche.
- Le développement de la solidarité internationale surtout avec les pays pauvres du Tiers Monde.
- L'épanouissement du mouvement des femmes.
- Le développement des organisations populaires et de solidarités intersyndicales.¹⁹

Les membres de la revue sont conscients que pour promouvoir ces convictions profondes, ils doivent absolument revoir leur discours et élargir leurs champs d'intérêt. Ils décident alors de se tourner vers de nouveaux mouvements sociaux comme le féminisme, le pacifisme et l'écologisme ainsi que d'aborder certaines problématiques socio-politiques de l'heure comme la place des jeunes, des marginaux, des immigrants et du travail au sein de notre société. Cette nouvelle orientation appelle un autre changement de nom. *Dossiers « Vie ouvrière »* devient *Revue Vie ouvrière* en 1985. L'équipe délaisse alors la formule dossier pour adopter une formule mitoyenne. Ils décident de publier un dossier moins volumineux et d'ajouter des entrevues, des enquêtes et des reportages afin de capter l'intérêt d'un plus grand nombre de lecteurs.

D'un point de vue rédactionnel, il apparaît clairement que la revue s'éloigne des sujets intimement liés à la cause ouvrière et choisit de porter un regard plus large sur les mouvements sociaux et les revendications sociales. On aborde des questions telles que la place des jeunes, les transformations du marché du travail, le féminisme, l'avortement, etc.

On ne peut plus construire l'avenir à partir des seuls concepts hérités d'une classe ouvrière culturellement sexiste, productiviste, autoritaire et insensible aux conséquences écologiques d'une société énergivore et gaspilleuse. La révolution doit aller plus loin que l'économique, elle doit changer en profondeur autant les individus que la collectivité (Vallières, 1991d, p. 17).

En 1989, les membres de la corporation décident que le temps est venu de revoir les orientations car, malgré les multiples changements survenus au cours des années 1980, les dernières discussions sur les objectifs remontent à son incorporation en 1978. Les membres sont conviés à une assemblée générale d'orientation et on s'entend sur les orientations suivantes.

¹⁹ Voir le numéro 163 de *Revue Vie ouvrière* en 1983.

- *VO : le magazine de Vie ouvrière* est un magazine alternatif d'information, de réflexion et d'enquête qui traite des conditions de vie et de travail, des luttes, de la culture et des aspirations des gens des milieux populaires ouvriers et populaires. *VO* donne principalement la parole à ceux et celles qui sont marginalisés ou exclus. Fondée en 1951, *VO* a évolué au fil des ans pour devenir un magazine indépendant qui s'inspire aujourd'hui des courants émancipateurs chrétiens, humanistes et progressistes.
- *VO* rend compte de l'espérance, de la dignité et des solidarités qui tissent dans ces milieux.
- *VO* donne principalement la parole aux personnes marginalisées, exclues et qui vivent des situations d'oppression.
- *VO* est aussi un magazine qui analyse, qui fait des liens entre les luttes et en présente des visions critiques dans un esprit de soutien, de complicité et de solidarité.
- *VO* est un organisme d'éducation populaire qui rend possible l'apprentissage de l'écriture journalistique. *VO* est écrite dans un langage accessible et dynamique.
- *VO* est un magazine d'inspiration chrétienne qui veut contribuer à un changement structurel radical de la société et de l'Église par l'établissement de structures vraiment démocratiques.
- *VO* s'adresse aux militants, aux intervenants des milieux ouvriers et populaires et à tous ceux qui aspirent à des changements sociaux.

Maintenant que les orientations générales du magazine sont actualisées, selon les désirs des membres de la corporation, il ne restait qu'à s'assurer que le contenu du magazine soit conforme à leurs attentes.

Les années 1990 : un magazine alternatif d'information

Dans les années 1990, la tendance est à la mondialisation. Une toile virtuelle se tisse tranquillement autour de la planète. On devient de plus en plus au courant de ce qui se passe dans les autres pays. On ressent d'ailleurs au Québec les effets de ce qui se passe ailleurs sur les plans politique, économique et culturel. Dans ce contexte, c'est l'économique qui tend à primer sur le politique. L'influence de ce contexte se fera sentir sur l'évolution du magazine qui désire désormais, par l'élargissement de ses champs d'intérêt, toucher le plus de gens possible.

Concernant la presse alternative québécoise, la tendance lourde correspond assez bien aux visions d'avenir évoquées par Véronique Dassas en 1984. Effectivement, les revues qui surgissent prennent leurs distances par rapport aux luttes sociales et politiques et aux grandes remises en question de l'organisation de la société. Elles ne cherchent pas à se métamorphoser en mouvement social, préférant l'ironie et la critique à l'engagement social.

En ce sens, *VO* ne fait pas figure d'exception en délaissant peu à peu, dans les années 1990 et ce après une quarantaine d'années, sa tendance pastorale. Le magazine a compris que sa survie passe désormais par un style journalistique alternatif et non plus par son adhésion et support à des causes politiques. Ce faisant, il a gagné de la notoriété auprès du grand public durant ces années. Voyons cela plus en détails.

Quoique toujours de gauche, le côté pastoral du magazine perd significativement de son importance lors de l'assemblée générale d'orientation. On juge alors qu'être associé au mouvement d'action catholique confine le magazine à un public trop restreint. Or, à cette époque, le magazine se doit d'élargir les bases de son lectorat pour des raisons de viabilité financière.

C'est pourquoi on décide, lors de l'assemblée générale d'orientation, de démocratiser la revue en faisant un magazine alternatif d'information, idée qui s'avère être en ligne directe avec les priorités des années 1980²⁰. Mais qu'entendent les membres de la corporation par un magazine alternatif d'information ? Un *magazine* au lieu d'une revue au sens où il privilégie la diversité des sujets traités et des signatures. Un magazine dit *alternatif* car il maintient l'idée de base qui l'anime depuis sa création de donner la parole à ceux qui sont marginalisés ou exclus, d'interviewer les gens impliqués socialement, mais peu connus du grand public. Alternatif aussi au sens où le traitement du sujet est réalisé de manière à présenter une autre facette de la réalité socio-politique. Enfin, un magazine *d'information* parce qu'il fait davantage place au traitement journalistique et très peu aux textes d'opinion. Ainsi, *Revue Vie ouvrière* devient *VO : le magazine de Vie ouvrière* en 1990.

VO veut bien sûr continuer à parler des mouvements sociaux québécois et de leurs acteurs, mais les membres croient bon d'encore élargir le champ d'intérêt du magazine à toutes les questions liées au travail et à la justice sociale. Comme l'explique un ancien directeur du magazine, il vise à analyser de manière générale comment le monde évolue ainsi que les rapports de force en jeu dans la société québécoise. *VO* veut ainsi toucher un public plus large. Il s'adresse encore aux militants du milieu syndical, de l'éducation et du communautaire, mais désire désormais toucher tous ceux et celles aspirant à des changements sociaux. C'est pourquoi il y a littéralement éclatement de la forme du traitement journalistique²¹ et des thèmes abordés à partir de 1990²², ce qui

²⁰ En effet, parmi la liste des éléments à consolider dressée en 1983, on retrouvait la mise sur pied d'une presse populaire alternative de gauche.

²¹ Le magazine passe alors de 4 à 10 formes de traitement journalistique. À ce propos, afin de donner une idée des changements de types d'article que connut le

contribue à accroître la notoriété du magazine auprès du grand public. Toutefois, ces changements n'arrivent pas à mettre un terme à tous les problèmes financiers auxquels est confronté le magazine.

En effet, les membres du magazine proposent à l'assemblée générale de 1997 de revoir la formule et cela parce qu'ils ont constaté que :

- le rayonnement du magazine est limité. Publiée aux deux mois à quatre ou cinq mille copies, sa notoriété est grande dans un certain réseau, mais il est pratiquement inconnu à l'extérieur de celui-ci ;
- la situation financière du magazine demeure extrêmement précaire. Le manque à gagner annuel est de 40 000 dollars. Les crises se succèdent et ne se résolvent qu'au prix de sacrifices importants et d'efforts innombrables qui sont toujours à répéter ;
- les campagnes de promotion des dernières années n'ont permis que de maintenir le niveau d'abonnements parce que dans le groupe des militants, il semble qu'on ait fait pas mal le plein des abonnés potentiels et dans le groupe grand public, les gens apprécient le magazine, mais ne sont pas prêts à payer pour la lire ;
- sur le plan de la commercialisation²³, le nom *VO : le magazine de Vie ouvrière* pose sérieusement problème²⁴

On décide alors de revoir la maquette du magazine afin de diversifier tant le ton que la forme des articles pour plaire à toute personne intéressée par « un autre point de vue bien articulé qui ne sonne pas la langue de bois ou la cassette officielle d'organisme » (S.A., 1997, p. 1). Toutefois, on décide de conserver quelques textes d'analyse plus substantiels pour les abonnés militants. La décision est alors prise de distribuer gratuitement le magazine car on a compris que les gens ciblés par le magazine se retrouvent en réalité dans toutes les couches de la société.

magazine au fil des décennies, on trouve en *Annexe VI* quelques exemples de sommaire. Il y en a un pour chaque titre que le magazine porta afin de donner une bonne idée de l'orientation générale pour chacune des époques.

²² Voir l'*Annexe V* à ce sujet.

²³ Pour des raisons de marketing, un changement de nom s'imposait. En effet, plusieurs membres de la corporation trouvaient depuis longtemps que le mot ouvrier avait une connotation passéiste. C'est d'ailleurs pourquoi le magazine se désignait par l'acronyme *VO* depuis 1990 et non par *Vie ouvrière*. Or, la distribution gratuite appelait un véritable changement de nom et *VO* devint *Recto Verso* en 1997, nom exprimant bien l'idée que le magazine aspirait encore et toujours à révéler un autre aspect de la réalité socio-politique.

²⁴ Tiré des pages un et deux du document présenté à l'assemblée générale de *Vie ouvrière* du 1^{er} mars 1997.

De manière spécifique, ce magazine désormais grand public veut « examiner les réalités socio-politiques, économiques et culturelles du Québec et d'ailleurs pour rendre compte des transformations de la société, de ses acteurs et actrices, de ses structures et de ses influences²⁵ ». À partir de ce moment, l'équipe du magazine fait un effort encore plus grand pour vulgariser le contenu des articles et dossiers afin de toucher un maximum de personnes.

Les années 2000 : bilan et restructuration

Comme nous le verrons dans la section 2 du présent document, les années 2000 représentent pour la revue une période de révision et de restructuration. La corporation désire identifier les forces et les faiblesses de la revue, ainsi que les menaces auxquelles elle est confrontée et les opportunités dont elle pourrait jouir. À l'occasion du cinquantième anniversaire de la revue, des démarches sont entreprises en ce sens.

²⁵ Voir la page deux des numéros de *Recto Verso*.

II L'organisation

Maintenant brossé à grands traits le portrait de l'évolution socio-historique du magazine, il convient de regarder les choses de l'intérieur si l'on peut dire, car si ce magazine a survécu à cinquante ans d'histoire, ce n'est pas uniquement en adaptant son contenu rédactionnel, mais aussi en modifiant sa structure organisationnelle. Nous analyserons ici dans l'ordre son financement, sa relation avec la publicité ainsi que sa structure administrative.

Le financement

Le problème numéro un de toutes les revues alternatives et communautaires réside dans la difficulté d'élargir les bases de financement, et le magazine *Recto Verso* ne fait pas exception.

	Communautés religieuses	Abonnements	Publicité	Subventions gouvernementales
1951 – 1980	80%	±10 ²⁶ %	±5%	±5%
1980 – 1989	65%	20%	5%	10%
1990	50%	5%	20%	25%
1994	35%	5%	30%	30%
2000	7%	3%	55%	35%
Prévision 2004	4%	1%	80%	15%

²⁶ Quoique les Oblats financèrent à environ 80% la revue durant cette période, la publicité, les abonnements et les subventions gouvernementales sont venus fournir les 20% manquant dans des proportions qui variaient selon les époques. Faute de pouvoir retracer les variations exactes au fil des ans, les pourcentages fournis ici correspondent donc à une moyenne.

Deux tendances se dégagent des pourcentages présentés dans ce tableau. Premièrement, l'apport des communautés religieuses, primordiale à la survie du magazine durant les premières décennies, semble chuter considérablement dans les années 1990. Bien qu'il est vrai qu'elles aient choisi de réduire peu à peu leur contribution financière, la somme d'argent versée depuis le début des années 1990 n'est pas tellement moindre. Le fait est que les revenus provenant de la publicité et des subventions gouvernementales sont devenus tellement importants depuis quelques années que la source traditionnelle de financement du magazine est devenue très minoritaire dans le budget global.

Deuxièmement, il semble que la publicité tende à devenir la source majeure de revenu dans les années 1990 et 2000. De nos jours, le magazine s'autofinance environ à 55 % et l'objectif est d'atteindre les 80 % d'ici quatre ans. Voyons d'ailleurs cet élément de plus près.

La publicité

Jusqu'en 1978, les Oblats financent en majeure partie le magazine, ce qui explique le très faible espace consacré à la publicité dans les premières décennies d'existence de la revue. En effet, environ 10 % de la revue est consacré à la publicité dans les années 1950 et 1960. Ce pourcentage chute à 5 % à la fin des années 1960 et à 2 % par la suite²⁷. Durant les années 1980, on retrouve toujours fort peu de publicité dans la revue, mais cela n'illustre pas du tout une politique rédactionnelle du magazine. En effet, comme l'explique un ancien directeur de la revue, à cette époque, on ne se posait pas la question à savoir si on devait ou non vendre de l'espace publicitaire, le problème était plutôt d'aller en chercher. En effet, ce n'est pas tout le monde qui désire s'afficher dans une revue clairement associée à la gauche chrétienne.

Or, depuis quelques années, le magazine traite de sujets plus éclectiques, il est tiré à 100 000 copies et est distribué à travers tout le Canada francophone. Cela a eu pour effet d'accroître sa notoriété dans un plus vaste public, ce qui pourrait expliquer que de nos jours, *Recto Verso* a définitivement moins de problème à trouver des intéressés à afficher leurs services en ses pages.

En simplifiant les choses, on peut diviser en trois types les groupes qui s'annoncent actuellement dans *Recto Verso*. Il y a d'abord des groupes associés au développement social qui achètent quelques pages du magazine. Il s'agit pour l'heure du bulletin du chantier d'économie sociale qui achète quatre pages par numéro ainsi que certains organismes de coopération internationale voués au développement de solidarités entre

²⁷ L'Annexe VII du présent document donne une idée concrète des changements dans le type de publicité que l'on retrouve dans le magazine depuis les premiers numéros.

les peuples²⁸ qui eux utilisent deux pages. Les syndicats et les centrales — comme la CSN, la FTQ ou la CEQ — représentent un autre type de groupe achetant de la publicité. Enfin, certains ministères provinciaux, auxquels il faut ajouter quelques organismes para-gouvernementaux, représentent le troisième groupe. En somme, il apparaît clairement que la publicité dans *Recto Verso* a un caractère éminemment socio-politique, éminemment engagé, comme le magazine en fin de compte. Précisons ici que l'équipe veille toujours à ce que l'espace consacré à la publicité ne dépasse pas les 30 % du magazine ce qui est, on le sait, bien inférieur à l'espace consacré dans la presse commerciale. Malgré tout, l'obligation pour la revue de recueillir à chaque parution un niveau de financement aussi élevé pour un magazine alternatif représente une pression très grande sur les ressources humaines de la corporation.

La structure administrative du magazine

Jusqu'aux débuts des années 1980, la revue est gérée principalement par des gens provenant de diverses communautés religieuses, auxquels viennent se greffer un certain nombre de collaborateurs. Précisons ici que jusqu'en 1978, puisque la revue relève directement des missionnaires Oblats, à chaque année, les membres de la direction devaient rendre des comptes au trésorier provincial de cette communauté religieuse, celui-ci leur signalant à cette occasion de quelle somme d'argent ils disposeraient pour l'année à venir²⁹.

À partir des années 1980, la structure de la revue tend à devenir plus « professionnelle ». Des postes de graphiste, de recherchiste, de photographe et de responsable de la couverture et de la recherche visuelle viennent s'ajouter afin de moderniser le fond et la forme de la revue. Le changement est vraiment apparent en 1985 lorsqu'on assiste à des changements majeurs au niveau de la structure. Cette dernière tend alors à se complexifier et à se professionnaliser et cette tendance deviendra plus importante dans les années 1990.

Tout d'abord, on a vu dans l'histoire du magazine que les objectifs fondamentaux sont toujours demeurés les mêmes, et ce malgré les multiples transformations qu'il a subies. Cela pourrait s'expliquer entre autres par le fait que les directeurs ont tous eu tendance à demeurer relativement longtemps en poste, assurant ainsi une certaine continuité au niveau rédactionnel.

D'autre part, on constate que de 1951 à 1983, la revue est dirigée par des missionnaires Oblats, ce qui démontre bien le côté profondément chrétien de la revue. Jetons maintenant un coup d'œil à la structure actuelle du magazine, pour bien comprendre comment il fonctionne de nos jours.

²⁸ Comme la AQOCI, Développement et Paix, Inter Pares, Oxfam-Québec et SUCO.

²⁹ Cependant, lorsque la revue porta le nom *Prêtres aujourd'hui*, les Oblats en confièrent l'administration à la Maison Notre-Dame des ouvriers.

Tout d'abord, il y a un conseil d'administration composé de sept membres. Ce conseil, élu chaque année par l'assemblée générale et se réunissant en moyenne une fois par mois, est responsable de la gestion du magazine. Il n'intervient pas sur le contenu du magazine. En son sein, un poste est réservé aux employés du magazine et un autre aux communautés religieuses³⁰.

Il existe deux sous-comités au sein du conseil d'administration. D'abord, il y a un comité des ressources humaines, qui est composé de deux membres du conseil d'administration, du représentant de l'équipe au conseil d'administration ainsi que de la coordonnatrice. D'autre part, on retrouve le comité des finances qui comprend deux membres du conseil d'administration, un représentant de l'équipe au conseil d'administration ainsi que la coordonnatrice.

Le magazine compte aussi une centaine de membres au sein de sa corporation. À sa création en 1978, il s'agissait d'un mélange de personnes provenant des communautés religieuses et de laïcs préoccupés par des questions de justice sociale. De nos jours toutefois, la première catégorie occupe une place minoritaire, représentant moins de 10 % des membres. Ces personnes se réunissent deux fois par année. Une fois pour dresser le bilan global du magazine (à l'assemblée générale annuelle) et une autre fois pour discuter des sujets à développer pour la prochaine année (à l'amicale).

Une particularité de la structure organisationnelle du magazine est l'existence d'un comité responsable de lire et de commenter le dossier, l'entrevue et l'éditorial du numéro à paraître. Autrefois nommé le comité de rédaction, *Recto Verso* possède aujourd'hui un comité de lecture de l'assemblée générale composé de 12 membres de la corporation qui se réunissent une fois par mois.

Enfin, de nombreux pigistes contribuent aussi à la réalisation du journal. Auparavant, les articles provenant de l'extérieur étaient écrits par des collaborateurs sur une base bénévole. Toutefois, depuis une douzaine d'années, le magazine utilise davantage des pigistes. Ces derniers touchent le tarif par feuillet que les centrales syndicales payent pour leurs bulletins³¹, ce qui représente un tarif relativement faible comparé à ceux de la presse commerciale. On notera au passage que cette tendance à la professionnalisation journalistique fait en sorte que le traitement de l'information tend à se détacher des mouvements sociaux qui ont fait naître le magazine.

³⁰ Depuis l'incorporation, cinq personnes siègent sur le conseil d'administration. Les deux postes réservés sont rajoutés à la création de *VO*.

³¹ Soit 50\$ par feuillet en 2000.

III Le tirage, la distribution et d'autres spécifications

En 1951, *L'Action ouvrière catholique* est tirée à seulement 400 copies, mais la revue gagne rapidement en popularité et le tirage atteint finalement les 2000 copies en 1958. Le tirage demeure sensiblement le même jusqu'aux années 1970. À cette époque, la revue est distribuée principalement aux abonnés, qui sont à 95 % des individus et à 5 % des institutions. Par la suite, le tirage diminue légèrement pour atteindre les 1 300 copies en 1974. De ce nombre, quelques 500 copies sont mises en circulation par le biais d'une petite agence de distribution³² fondée par quelques revues alternatives qui n'ont pas les moyens et le nombre d'exemplaires minimum pour faire affaire avec les réseaux de distribution commerciale. Cette innovation dans la distribution vise évidemment à élargir le lectorat. Notons que dans les années qui suivent, bien que le nombre d'abonnement n'augmente pas, le pourcentage des abonnements institutionnels passe à environ 20 %. Cette augmentation s'explique par l'apparition de la formule dossier, qui s'avère fort populaire auprès des institutions scolaires.

Aux débuts des années 1980, le tirage demeure encore le même, mais les abonnements institutionnels passent à 40 %. Sur ce nombre, 1 000 exemplaires sont destinés aux abonnés et les autres distribués dans quelques kiosques. En 1983, l'équipe de *Vie ouvrière* juge nécessaire une augmentation des ventes, c'est pourquoi le format de la revue est entièrement revu pour en faire un magazine. Les résultats à court terme sont cependant décevants, avec une maigre augmentation de 500 abonnements.

Progressivement, la diffusion en kiosque augmente et aux débuts des années 1990, le magazine *Vie ouvrière* est tiré à 3 500 copies, avec environ 1 600 abonnés. C'est dire qu'il commence à être lu par d'autres personnes que les abonnés, avec 1 000 copies déposés dans divers points de dépôt à chaque numéro.

En 1997, cette tendance à la distribution par points de dépôt devient littéralement la norme. Le tirage passe alors de 3 000 à 100 000 copies³³, avec seulement 700 abonnements.

La première année de *Recto Verso*, la revue est distribuée gratuitement dans trois villes du Québec : à Québec avec la revue *Droit de parole*, à Trois-Rivières avec *La gazette populaire* et par le biais de divers journaux³⁴ et par porte à porte à Montréal. Or, une étude de lectorat réalisée en septembre 1998 permet de constater que lorsque les gens ne sont pas libres de choisir une revue, ils ne la lisent pas. En se basant sur le profil de leurs lecteurs, la direction du magazine fournit des indications à *Québec-micro* pour

³² Il s'agissait de l'agence *Diffusion parallèle*.

³³ Le tirage fut de 100 000 la première année du journal.

³⁴ Soit *Le Monde* dans le quartier Saint-Michel et *Place publique* dans les quartiers Saint-Louis et Mile-end.

qu'il leur monte un réseau de distribution, c'est-à-dire pour qu'il identifie des points de dépôt stratégiques à travers la province. Transiger avec *Québec-micro* permet aussi à *Recto Verso* de profiter de son équipe de distribution.

Nom de la revue	Années de parution	Fréquence de parution	Nombre de pages \ numéro	Nombre de pages \ année	Format	Tarif d'abonnement
<i>Le Bulletin des aumôniers</i>	1942 – 1951	4 numéros \ an	±50 pages	±200 pages	6 * 8.5 pouces	2\$ \ an
<i>L'Action ouvrière catholique</i>	1951 – 1958	12 numéros \ an	±25 pages	±300 pages	6 * 9 pouces	2\$ \ an
<i>Prêtres aujourd'hui</i>	1958 – 1966	10 numéros \ an	±45 pages	±450 pages	6 * 8.5 pouces	3\$ \ an
<i>Prêtres et Laïcs</i>	1966-1974	10 numéros \ an	±60 pages	±600 pages	5.5 * 8.5 pouces	5\$ \ an ou 9\$ \ 2 ans
<i>Dossiers Vie ouvrière</i>	1974 – 1985	10 numéros \ an	60 – 70 pages	600 – 700 pages	6.5 * 8.5 pouces	5\$ \ an ou 9\$ \ 2 ans Soutien : 10\$ \ an
<i>Revue Vie ouvrière</i>	1985 – 1990	10 numéros \ an	±50 pages	±500 pages	8.5 cm * 11 cm	5\$ \ an ou 9\$ \ 2 ans Soutien : 10\$ \ an
<i>VO : le magazine de vie ouvrière</i>	1990 – 1997	6 numéros \ an	±50 pages	±300 pages	8.5 * 11 pouces	Individu ou groupe populaire : 20\$ \ an ou 35\$ \ 2 ans Institutionnel : 28\$ \ an Étudiant ou sans emploi : 14\$ Soutien : 14\$
<i>Recto Verso</i>	1997 –	6 numéros \ an	50 – 60 pages	300 – 360 pages	8.5 cm * 11 cm	Individu ou groupe populaire : 20\$ \ an ou 32\$ \ 2 ans Institutionnel : 25\$ \ an Étudiant ou sans emploi : 15\$ Soutien : 32\$

Cette entreprise identifie alors comme points stratégiques un certain nombre d'ateliers d'éducation populaire, de centres communautaires, de CLSC, d'institutions scolaires, de centres de solidarité internationale ainsi que de corporations de développement communautaire. En 1997, on débute avec seulement 250 points de dépôt, mais ce nombre augmenta rapidement. En effet, de nos jours *Recto Verso* est distribué

gratuitement dans 1 100 points de dépôt répartis sur l'ensemble du Québec. Ajoutons à cela que depuis janvier 2000, le magazine est même distribué dans 125 points de dépôt dans la francophonie hors Québec³⁵.

Enfin, en ce qui concerne des aspects plus techniques sur la revue — comme la fréquence de parution, le nombre de page, le tarif d'abonnement et le format — nous les avons regroupés dans le tableau précédent.

³⁵ En fait, le magazine est distribué partout au Canada, mais surtout au Nouveau-Brunswick et en Ontario.

IV Le public

On l'a vu, bien des fois le magazine a jugé nécessaire de revoir ses orientations rédactionnelles afin d'élargir la base de son lectorat. Or, bien que ce dernier ait augmenté et se soit diversifié au fil des ans, un même intérêt général semble encore aujourd'hui être partagé par les lecteurs.

Dans les années 1940, le bulletin est d'abord publié à « l'usage des aumôniers des mouvements spécialisés étudiants, agricoles, bourgeois et ouvriers et de tous les prêtres intéressés à l'Action catholique³⁶ ». Par la suite, dans les années 1950 et 1960, la revue se veut être « une réponse à tant de prêtres des centres urbains anxieux de repenser leur ministère en fonction des situations, des problèmes et des besoins nouveaux³⁷ ». Elle s'adresse donc principalement à ce groupe bien qu'au fur et à mesure que le temps passe, elle accorde une place de plus en plus importante aux laïcs intéressés à faire progresser avec les prêtres la cause ouvrière.

À partir de 1974, l'équipe de la revue cherche encore à élargir le lectorat, voulant désormais toucher d'une manière générale les militants chrétiens du monde ouvrier.

Vie Ouvrière s'adresse à des hommes et des femmes qui, par leurs pratiques dans des organisations ouvrières ont développé une certaine perspective critique face à la société et au minimum un début de solidarité de classe. Elle entend, par sa présentation et par sa forme, être accessible aux militantes et militants de la classe ouvrière d'abord (S.A., 1978, p. 2).

À cette époque, le lectorat est composé à 50 % de gens provenant du milieu ecclésiastique et à 50 % de militants des milieux syndicaux et communautaires. En 1978, une enquête rapide réalisée auprès d'un certain nombre de lecteurs par le moyen d'un questionnaire envoyé à des responsables régionaux révèle :

- que les lecteurs préfèrent les dossiers plus concrets ;
- qu'ils désirent que la revue leur fournisse l'occasion d'approfondir leur foi en rapport avec leur engagement ;
- qu'ils utilisent la revue à des fins personnelles, mais aussi pour animer des groupes.

³⁶ Voir la page deux des numéros du *Bulletin des aumôniers des mouvements spécialisés d'autres catholiques*.

³⁷ Cette phrase se retrouve à la page deux de tous les numéros de *Prêtres aujourd'hui*.

Le profil du lectorat est le même jusqu'au milieu des années 1980, soit jusqu'à ce que la revue devienne un magazine. En effet, la nouvelle formule permet quelque peu d'élargir le lectorat, mais on ne connaît pas exactement le profil des nouveaux lecteurs car aucun sondage scientifique n'a été réalisé à cette époque.

En 1995, la formule magazine s'est considérablement modifiée — on a élargi les thèmes abordés ainsi que le style du traitement journalistique — et l'équipe de *VO* veut connaître le profil de ses lecteurs. Elle commande donc une étude de lectorat.³⁸ Il en ressort que les lecteurs sont âgés de 23 à 86 ans, qu'ils sont très scolarisés et que deux lecteurs sur trois résident hors de l'île de Montréal. Enfin, une autre étude réalisée en 1998 révèle que le lectorat provient d'horizons professionnels fort différents compte tenu qu'au fil du temps le magazine a su diversifier ses sujets d'intérêt. Le magazine, avec sa nouvelle formule, a donc relevé le défi qu'il s'est donné de résoudre la contradiction apparue entre les lectorats grand public et militant. Le premier groupe trouvant qu'il y a trop d'analyse dans le magazine et le deuxième, pas assez. Ainsi, en offrant des textes d'analyse plus substantiels pour les uns et des chroniques plus courtes pour les autres, *Recto Verso* demeure un magazine bien campé socialement mais qui, dans sa forme, en offre pour tous les goûts. Il a donc passé d'une clientèle militante de gauche à l'ensemble des personnes intéressées par des sujets d'actualité socio-politiques.

En somme, deux tendances se dégagent de ce bilan sur les lecteurs. D'abord, la revue a sans cesse cherché et assez bien réussi à élargir son lectorat, s'adressant d'abord à un public très restreint (les prêtres catholiques) pour finalement viser toute personne intéressée à connaître une facette différente des divers problèmes socio-politiques québécois et internationaux. D'autre part, les lecteurs du magazine semblent toujours avoir été des agents multiplicateurs, soit des gens conscientisés sur le plan socio-politique qui cherchent à faire bouger d'autres gens. En effet, c'est le cas des prêtres des années 1950, 1960 et 1970. C'est bien évidemment le cas des militants de gauche et l'étude réalisée en 1998 souligne que les lecteurs de *Recto Verso* sont toujours des gens impliqués socialement, que ce soit au niveau communautaire, syndical, scolaire ou autre.

³⁸ Voir le *Sondage réalisé auprès de la clientèle actuelle et de la clientèle-cible du magazine Vie ouvrière* réalisé en mars 1995.

V L'an 2000 : année de réflexion et de planification stratégique

Au passage de l'an 2000, la corporation sent à nouveau le besoin de faire le point. Elle entreprend donc un important travail de réflexion et de planification stratégique qui l'amène à identifier un certain nombre de faiblesses nuisant au développement du magazine. Afin d'y remédier, la corporation entreprend une double démarche. D'une part, elle s'engage avec le Service aux collectivités (SAC) de l'Université du Québec à Montréal dans un processus de recherche – action, ce qui lui permet d'adresser les observations suivantes :

- la structure de membership du magazine est dévitalisée ; les membres sont peu sollicités, mise à part la convocation à l'assemblée annuelle ;
- la participation est faible de la part des réseaux de soutien traditionnels ;
- le nouveau lectorat est peu sollicité à participer aux instances démocratiques de la corporation ;
- les conséquences du changement à *Recto Verso* — comme l'augmentation du lectorat, de la pression financière, de l'importance de la publicité, de la distribution, de même que le contexte du marché dans lequel le magazine évolue — sont peu prises en compte dans la structure de la corporation et dans ses orientations.

Suite à des échanges entre des gens du magazine et du SAC, les objectifs spécifiques de cette entente de collaboration sont précisés et les deux parties conviennent du fait que brosser un portrait de la presse écrite alternative québécoise et étudier la trajectoire socio-organisationnelle du magazine *Recto Verso* aiderait la corporation *Vie ouvrière inc.* dans son exercice de réflexion et de planification stratégique. Des ressources sont donc mobilisées en ce sens.

En parallèle de cette démarche, compte tenu l'importance du déficit d'exploitation, *Recto Verso* s'engage à revoir ses finances. Dans ce dessein, deux solutions sont mises de l'avant :

- l'embauche de la firme de consultants MCE pour établir un diagnostic des problèmes financiers ainsi qu'un plan de redressement et de consolidation ;
- l'adoption d'un budget de redressement pour les prochaines années qui comprend d'importantes compressions dans l'ensemble des dépenses ainsi que des changements dans le magazine et la recherche de nouvelles sources de revenus autogénérés.

VI Les enjeux et les divergences d'opinion au sein de la rédaction

Recto Verso a su traverser le temps sans jamais trahir sa mission première. Tant sur le plan rédactionnel qu'au niveau de l'organisation, le magazine a su s'adapter aux différents contextes afin de continuer à exprimer ses vues. Mais les membres de l'équipe sont conscients qu'ils doivent poursuivre le combat pour la survie du magazine. Pour conclure cette monographie, voyons les enjeux auxquels il est actuellement confronté ainsi que ceux qui risquent d'advenir d'ici quelques années. Par la suite, nous verrons les divergences d'opinion au sein de la rédaction.

Les enjeux

La parole aux lecteurs

Depuis au moins une dizaine d'année, étant donné des dépenses croissantes et des sources de revenus instables, la santé financière du magazine est précaire. Tel est encore le cas de nos jours et afin de contrer ses problèmes financiers, l'équipe de *Recto Verso* tente une fois de plus d'augmenter son lectorat. Pour ce faire, elle désire entre autres donner davantage la parole aux lecteurs en augmentant la publication des lettres que ces derniers font parvenir à la rédaction. L'objectif visé par cette modification est que les lecteurs développent une interaction avec le magazine. L'équipe désire en fait augmenter leur sentiment d'appartenance à *Recto Verso*, et partant leur désir de faire lire le magazine à leurs proches qui ne le connaissent pas encore, contribuant ainsi à élargir le lectorat.

Un magazine à vocation sociale

La question des orientations générales du magazine représente un autre enjeu important. En effet, les dernières discussions à ce sujet remontent à 1989. Bien que *Recto Verso* ressemble à un magazine communautaire — un magazine « qui raconte le monde... vu d'en bas » comme on disait du temps de *VO* — dans les faits la « question sociale » est plus présente que la question communautaire. Depuis quelques années, le magazine semble davantage faire place aux analyses critiques des réalités socio-politiques, économiques et culturelles du Québec et d'ailleurs. Est-il temps pour *Recto Verso* de se consacrer davantage au milieu communautaire afin de se spécialiser ou bien doit-il continuer à élargir la gamme des sujets traités en vue de toucher le plus de gens possible intéressés par des vues alternatives sur les événements socio-politiques actuels ? En somme, est-ce la spécialisation ou la diversité des sujets traités qui garantira le mieux l'avenir de ce magazine alternatif ?

On écrit pour qui ?

Un autre enjeu est discuté depuis des années au magazine. Il s'agit de l'adéquation entre les gens dont le magazine parle et les gens qui le lisent. Le magazine est lu par un public scolarisé intéressé aux questions de justice sociale. Mais comment rejoindre aussi les gens dont il parle, les gens souffrant d'injustice sociale ? Est-ce que le magazine devrait faire le pari que ses lecteurs se chargeront d'assurer le lien entre leurs articles et les milieux populaires ou bien devrait-il chercher à rejoindre directement les personnes des milieux défavorisés ?

La mondialisation

Le magazine traite bien évidemment de divers problèmes socio-politiques québécois, mais il traite aussi, depuis au moins une trentaine d'années, des problèmes socio-politiques hors frontières. Des organismes de coopération internationale voués au développement de solidarités entre les peuples³⁹ achètent deux pages du magazine. Ce faisant, la rédaction de *Recto Verso* consolide l'un des désirs des membres de la revue dès débuts des années 1980, soit « le développement de la solidarité internationale avec les pays pauvres du Tiers Monde ». En somme, *Recto Verso* reprend leur idée en tentant de sensibiliser les gens à la mondialisation de la solidarité en informant son public sur les conditions d'autres travailleurs dans le monde. Mais cela plaît-il à ses lecteurs ou bien pensent-ils qu'un magazine alternatif devrait davantage concentrer son attention au niveau national, parler davantage des conditions de vie et de travail des gens d'ici ?

Un traitement de qualité

Une étude réalisée en 1995 révélait que « VO est perçu comme un magazine alternatif de très bonne qualité ». Nul doute que les résultats seraient sensiblement les mêmes aujourd'hui avec *Recto Verso*. Il faut savoir que le magazine est et sera toujours confronté à l'enjeu de la qualité. En effet, la presse commerciale québécoise, soutenue par d'immenses conglomérats financiers, a habitué le public à une certaine qualité de périodiques, tant au niveau rédactionnel qu'esthétique. C'est pourquoi le magazine devra continuer à produire des articles et des dossiers qu'une qualité journalistique incontestable et ce même si des coupures budgétaires affecteraient le fonctionnement du magazine, sans quoi le public se tournera vers d'autres médias. La fréquence de publication pourrait toujours diminuer, mais la qualité de « l'information qu'on ne retrouve pas ailleurs » devra demeurer.

Conserver la formule dossier

Durant les années 1970, chaque numéro était entièrement consacré à une question liée à la vie ouvrière. Or, on constata que cette formule était limitée car si le dossier ne plaisait pas aux abonnés, ceux-ci se désintéressaient rapidement de la revue. L'équipe

39

décida donc de réduire la taille du dossier et d'ajouter un certain nombre de chroniques. Toutefois, il faut savoir qu'avec le temps le dossier est en quelque sorte devenu la marque de commerce du magazine.

La liste exhaustive des dossiers fournie en *Annexe V* démontre bien que, malgré le fait que le magazine ait été officiellement de tendance chrétienne de gauche jusqu'en 1989, les dossiers ont presque toujours porté sur des événements d'actualité socio-politique. Le magazine n'a jamais cherché à évoluer en vase clos, en se limitant à des problématiques du milieu pastoral. Ses préoccupations ont toujours été les préoccupations de l'heure, avec toutefois un traitement journalistique bien à lui. C'est sans doute là l'un des facteurs pouvant rendre compte de la pérennité de la revue.

Voilà pourquoi, bien que la formule soit amenée à changer dans les mois à venir puisque l'équipe a constaté qu'elle manquait de souplesse, le dossier devrait continuer à figurer dans la table des matières car il était et devrait continuer à être la pierre angulaire du magazine.

Diversifier ses activités

L'un des anciens directeurs du magazine croit que la corporation devrait, dans les années à venir, diversifier ses activités si elle veut rester fidèle à ses objectifs. Ainsi, il se pourrait bien que d'ici quelque temps *Recto Verso* offre au grand public une version électronique de son magazine, version qui constituerait un outil de communication d'appoint venant compléter la version originale du magazine. Un centre de recherche pourrait aussi donner une plus grande vie au travail de recherche et de documentation qui est réalisé au magazine. En somme, puisque le magazine s'adresse aujourd'hui non plus uniquement à des militants de gauche, mais plutôt à toute personne curieuse et intéressée par des questions sociales, la corporation pourrait chercher à développer de nouveaux produits afin de toucher un maximum de gens intéressés par un point de vue alternatif. Diversifier ses activités (radio, télévision, Internet, etc.) pourrait aussi permettre à *Recto Verso* de toucher les gens qui ne lisent pas mais qui sont concernés par les sujets traités.

Une ligne directrice d'indépendance d'esprit

L'objectif au magazine est demeuré le même au fil des ans : provoquer des transformations sociales en dévoilant une autre facette de la réalité socio-politique sans pour autant être à la solde d'aucune idéologie. Or, cette position a représenté et représente toujours un défi à relever pour le magazine car, pour les uns, la revue se fait le porte-étendard des idéologies de gauche et, pour les autres, elle n'est pas assez révolutionnaire. Toutefois si l'on se fie à une étude réalisée pour le magazine en 1998, nombre de lecteurs disent lire *Recto Verso* car ils y retrouvent un point de vue original. Est-ce à dire que les membres de l'équipe devrait continuer à miser sur l'indépendance d'esprit dans le style de traitement journalistique afin d'augmenter le lectorat dans les années à venir ?

Une politique d'information

La politique d'information d'un magazine représente les grandes lignes qui guident le choix des sujets. Elle fait donc part des orientations générales tout en définissant comment elles devraient se concrétiser dans le contenu du magazine. De manière spécifique, elle définit et justifie quelle proportion du magazine est consacrée à tel ou tel genre d'article.

Dans le passé, le magazine *Recto Verso* n'a pas cru bon se doter d'une telle politique car le besoin ne s'est jamais fait sentir. En effet, puisque les articles qui ont paru dans le magazine avant 1988 étaient rédigés soit par des membres de la rédaction, soit par des collaborateurs provenant du milieu communautaire, leur contenu cadrerait forcément avec les orientations générales. Toutefois, en l'an 2000, la rédaction sent le besoin, pour diverses raisons, de se doter d'une politique d'information. Voyons rapidement pourquoi.

Tout d'abord, avec l'arrivée de la formule magazine, de plus en plus de pigistes contribuent à la réalisation de *Recto Verso*. Il en résulte une tendance à la professionnalisation journalistique qui fait en sorte que le traitement de l'information tend à se détacher des mouvements sociaux qui ont fait naître le magazine. En effet, le fait que le magazine traite maintenant avec des pigistes et quasiment plus des collaborateurs militants du milieu communautaire fait en sorte que le ton change.

Ensuite, une politique d'information permettrait de mettre à jour les orientations générales du magazine qui n'ont jamais été revues depuis 1989.

D'autre part, il n'y a à l'heure actuelle plus aucune personne au sein de la rédaction de *Recto Verso* qui faisait partie de celle de *VO*. Il en résultera forcément à moyen terme un décalage avec la culture de *VO*. Dès lors, se doter d'une politique d'information permettrait de mettre les pendules à l'heure avec la corporation, c'est-à-dire de rencontrer les membres pour s'informer de la façon donc ils aimeraient voir le magazine évoluer pour les années à venir. En somme, autant une telle politique n'était peut-être pas indispensable dans le passé, autant elle est nécessaire en cette période d'actualisation de la mission et des orientations du magazine. Les membres de la corporation seront d'ailleurs consultés à ce sujet en octobre 2000.

Bibliographie

BEAULIEU, Michel, « La presse alternative au Québec, contre vents et marées » dans *Le Soleil*, 31 mars 1984.

— « La presse alternative au Québec, survivre sans trahir ses objectifs » dans *Le Soleil*, 2 avril 1984.

— « Le succès de *La Vie en rose*, savoir pour qui on travaille » dans *Le Soleil*, 2 avril 1984.

— « La presse alternative au Québec, en quête de reconnaissance sociale » dans *Le Soleil*, 3 avril 1984.

CHARLAND, Paul-Émile, « Préparer la révolution », dans *Prêtres et laïcs*, mars 1970.

DE CERTEAU, Michel, *La culture au pluriel*, Paris, UGE, coll10\18, 1974.

FAVREAU, Louis, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours, continuités et ruptures*, éd. du Fleuve, 1989.

FORTIN, Andrée, « La participation des comités de citoyens au mouvement communautaire » dans *La participation politique* (dirigé par Jacques T. Godbout), Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, p.220-247.

GOVERNEMENT DU QUÉBEC, *Le milieu communautaire : un acteur essentiel au développement du Québec* (proposition de politique), commentaires du Conseil de la santé et du bien-être, 31 juillet 2000.

GROUPE DE CONSULTATION, *Sondage réalisé auprès de la clientèle actuelle et de la clientèle-cible du magazine Vie ouvrière*, mars 1995.

HAMELIN, Jean, *Histoire du catholicisme, de 1940 à nos jours*, éd. Boréal, 1984.

HÉBERT, Gilles, *Mémoire sur la revue Dossiers Vie Ouvrière pour l'année 1977-1978*, 1978

LEGAULT, Daniel, «Ce magazine n'est ni nouveau ni amélioré!» dans *Recto Verso*, septembre-octobre 1997.

LEGAULT, Daniel et Jean ROBITAILLE, «Tremplin» dans *Recto Verso*, no 266-267 (spécial été), 1997.

LINTEAU, Paul-André et autres, *Histoire du Québec contemporain*, tome II, éd. Boréal compact, Montréal, 1989.

S.A. « Mise en contexte des changements à venir à VO » document présenté à l'assemblée générale de Vie ouvrière du 1^{er} mars 1997.

S.A. « L'Église face aux nouveaux pouvoirs » dans *Prêtres et laïcs*, janvier 1970.

S.A. « Les chrétiens et le monde ouvrier » dans *Dossiers Vie ouvrière*, no 91, janvier 1975.

S.A. *Vie ouvrière, une revue faite par les militants chrétiens du mouvement ouvrier*, 1978.

VALLIÈRES, Pierre, «VO:40 ans de fidélité aux classes populaires, première partie: les années 50» dans *VO: le magazine de vie ouvrière*, no 230 (mai-juin), 1991a.

VALLIÈRES, Pierre, «Deuxième partie: les années 60, le choc de la révolution tranquille et du concile Vatican II» dans *VO: le magazine de vie ouvrière*, no 231 (juillet-août), 1991b.

VALLIÈRES, Pierre, «Troisième partie: les années 70, l'utopie et l'institution» dans *VO: le magazine de vie ouvrière*, no 232 (septembre-octobre), 1991c.

VALLIÈRES, Pierre, «Quatrième partie: les années 80, l'impasse et l'éclaircie» dans *VO: le magazine de vie ouvrière*, no 233 (novembre-décembre), 1991d.

Sites Internet

PICHÉ, Lucie, « La Jeunesse ouvrière catholique féminine, un lieu de formation sociale et d'action communautaire, 1931-1966 » dans *RHAF*, vol 52, no 4, printemps 1999. (<http://www.erudit.org/erudit/haf/v52n04/piche/piche.htm>), consulté le 16 août 2000.

Les missionnaires Oblats (<http://www.oblats.qc.ca>), consulté le 16 août 2000.

ANNEXE I : L'éditorial du premier numéro

À chaque fois que le magazine changea de nom, la rédaction produit un éditorial ou rédige une note afin d'expliquer le changement, c'est-à-dire afin de faire connaître les nouvelles orientations et les nouveaux espoirs du magazine. Les voici ici réunis.

ANNEXE II : JOC et autres mouvements catholiques

La JOCF⁴⁰ (Jeunesse ouvrière catholique féminine) a été fondée en Belgique, en 1925, par l'abbé Joseph Cardjin, prêtre d'origine ouvrière. Chargé des oeuvres féminines d'une banlieue populaire de Bruxelles, celui-ci constate que le milieu de travail, trop souvent hostile au christianisme, favorise rapidement l'abandon de la pratique religieuse des jeunes. Cardjin regroupe alors les jeunes ouvrières dont il a la charge et, par des enquêtes sur le terrain et des discussions alimentées par la doctrine sociale de l'Église, cherche à introduire une dimension chrétienne dans tous les aspects de leur vie. Ce n'est qu'à ce prix, pense-t-il, que l'Église pourra maintenir la pratique religieuse au sein du milieu ouvrier. Cette conception de l'action sociale le conduira à mettre sur pied la JOCF en 1925, puis à créer des sections masculines. Le mouvement connaîtra une rapide expansion, recevant d'ailleurs l'appui du pape au cours de la décennie suivante.

Le Québec va bientôt imiter l'expérience belge. Dès 1931, l'abbé Henri Roy, oblat d'origine ouvrière tout comme Cardjin, met en place les premières structures de ce qui va devenir la JOCF. En 1932, le mouvement est officiellement lancé. On parle alors de la Jeunesse ouvrière catholique qui se compose, en fait, d'une branche féminine et d'une branche masculine, soit de la JOCF et de la JOCM. Au cours de la décennie, des associations seront mises sur pied pour les autres segments de la jeunesse, soit la Jeunesse étudiante catholique (1934), la Jeunesse agricole catholique (1935) et la Jeunesse indépendante catholique, pour les jeunes des classes moyennes (1935). Destinée aux couples mariés, la Ligue ouvrière catholique est fondée en 1938.

⁴⁰ Tiré de l'article de Lucie Piché « La jeunesse ouvrière catholique féminine, un lieu de formation sociale et d'action communautaire, 1931-1966 » consulté à l'adresse suivante : (<http://www.erudit.org/erudit/haf/v52n04/piche/piche.htm>)

ANNEXE III : Les missionnaires Oblats

L'histoire des missionnaires Oblats commence au début du 19^e siècle.⁴¹ Le fils d'une famille noble d'Aix-en-Provence, Eugène de Mazenod, décide de devenir prêtre catholique et d'aider les gens des classes populaires de cette région à retrouver une dignité humaine souvent mise en doute par les conditions de vie misérables de cette époque. D'autres prêtres se montrent intéressés à poursuivre les mêmes objectifs ; Eugène les regroupe et ils fondent ensemble, en 1816, la congrégation des missionnaires Oblats de Marie Immaculée.

Vingt cinq ans plus tard, en 1841, les Oblats acceptent une première mission hors d'Europe en venant au Québec, à la demande de Mgr Bourget, évêque de Montréal. Ils sont six : quatre prêtres et deux frères. Ils recruteront rapidement d'autres membres et leur rayonnement sera considérable, au Canada comme aux États-Unis. Aujourd'hui, les missionnaires Oblats forment une grande famille de quelque 5 000 membres et travaillent dans 70 pays au service des pauvres, pour que chaque personne se voit respectée, aimée et reconnue comme fils ou fille de Dieu. Cette préoccupation habite cette communauté et toutes leurs options et leurs activités en témoignent.

⁴¹ Cette brève histoire est tirée du site Internet des Missionnaires Oblats (www.oblats.qc.ca).

ANNEXE IV : Les noms de la revue au fil des ans

Années	Nom
1942 – 1951	<i>Le Bulletin des aumôniers des mouvements spécialisés d'action catholique</i>
1951 – 1958	<i>L'Action ouvrière catholique</i>
1958 – 1966	<i>Prêtres aujourd'hui</i>
1966 – 1974	<i>Prêtres et Laïcs</i>
1974 – 1985	<i>Dossiers Vie ouvrière</i>
1985 – 1990	<i>Revue Vie ouvrière</i>
1990 – 1997	<i>VO : le magazine de vie ouvrière</i>
1997 –	<i>Recto Verso</i>

ANNEXE V : Liste des numéros de VO depuis 1974

2001

- 288 SANTÉ : LA FRACTURE
LE TRIANGLE ROUGE OU COMMENT LE QUÉBEC S'ARRANGE AVEC LA
PAUVRETÉ

2000

- 287 NUMÉRO SPÉCIAL : SOMMET DES AMÉRIQUES
Ces Amériques qu'on nous cache
- 286 LE LAC-ST-JEAN : DEUX ROYAUMES AUTOUR D'UN LAC
Portrait: **André Beauchamp** : l'homme qui pense à l'eau
- 285 TAXIS NON-COMPRIS : POUR COMPRENDRE LA RÉFORME
Portrait: **Paule Baillargeon** : animale cérébrale
- 284 LES VILLES TRANSPORTÉES
Portrait: **Philippe Duhamel**: à la mondialisation tu désobéiras...
- 283 LA LANGUE TOMBE-T-ELLE DU CIEL ?
Portrait: **Gabor Szilasi**: les paysages humains
- 282 LES CIRCUITS DE L'ITINÉRANCE
Portrait: **Jean-Marie Nadeau**: l'Acadie s'marie

1999

- 281 FORMATION CONTINUE ET ÉDUCATION POPULAIRE : QUI VISE-T-ON ?
Portrait: **Heidi Rathjen** : du génie appliqué au social
- 280 LA PROCHE POLICE AU QUÉBEC: LA CULTURE DES POTES
Portrait: **Étiennette Dallaire**: l'âme du Lac
- 279 GROS CAMION, P'TIT COCON: 24 ROUES SUR 24 HEURES
Portrait: **Richard Séguin**: double vitesse
- 278 OUTAOUAIS FRONTALIER: LES GRANDS DÉMÉNAGEMENTS
Portrait: **Marco Micone**: l'immigration , ni traduire, ni trahir
- 277 APRÈS LA LUTTE DES ÂGES
Portrait: **Bernard Vallée et Suzanne LaFerrière**: L'autre Montréal
- 276 FONDS COMMUNS DE PLACEMENT: TOUJOURS PLUS GROS ET SI LOIN DU
RÉEL
Portrait: **Laure Waridel**: sur le plancher des vaches et le sentier du café

1998

- 275 ÉCONOMIE SOCIALE: CES ENTREPRISES QUI VEULENT CHANGER LE
MONDE
Entrevue: **Michel Marengo**: David contre les Goliath de la crémation
- 274 PLACEMENT TEMPORAIRE: UNE MINE D'OR EXPLOSIVE
Portrait: **Paul Lévesque**: un médecin excédé
- 273 CHARLEVOIX: LA PEINTURE ET LE TOURISME MAQUILLENENT LA RÉALITÉ

- 272 Portrait: Les **quatre mousquetaires** pourfendeurs de l'économie
PÉDOPHILIE: SE TROMPE-T-ON DE CIBLE?
- 271 Portrait: **Phyllis Lambert**: l'anticonformiste au pays des riches
L'INDUSTRIE DE LA JUSTICE: UN CHASSÉ-CROISÉ D'ÉCHELLES ET DE SERPENTS
Entrevue: **Evelyn Dumas**: le goût amer du pouvoir d'une journaliste maniaco-dépressive
- 270 SURVIVRE AU DOWNSIZING DES ORGANISATIONS: RESTER QUAND LES AUTRES PARTENT
Entrevue: **Josée Legault**: Les tièdes seront omis

1997 Depuis septembre 1997: **Recto Verso**

- 269 LES MÉDIAS: L'INFO MISE EN BOÎTE
Entrevue: **Marcelle Ferron**: femme pudique et art public
- 268 L'EAU: À QUI APPARTIENT LA PLUIE - UN QUÉBEC SUR PILOTIS
Entrevue: **Felipe Alou**: le coach des Expos parle politique
- 266-267 SYSTÈME FINANCIER: QUAND TOUT LE MONDE VEUT TENIR
Entrevues: **Renée Houde**: Un pont entre générations
Jacques Proulx: Les saisons de la politique
- 265 – LA VIE DES DÉPANNEURS AU QUÉBEC: ...LE 7^e JOUR, ILS SE TRANSFORMÈRENT
Entrevue: **Louise Vandelac**: le monde du travail *just-in-time*
- 264 – BLOQUER L'HUMAIN, ACCÉLÉRER L'ARGENT: LE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN (ALÉNA)
Entrevue: **André Laurin**: l'anti-requins

1996

- 263 – JEUNES ET SYNDICATS: CE N'ÉTAIT QU'UN DÉBUT, CONTINUERA-T-ON...?
Entrevue: **Jacques Grand'maison** et l'«empowerment»
- 262 – TRAVAIL AUTONOME: LA LIBERTÉ DANS L'ISOLAIRES
Entrevue: **Claude Hardy**: l'oreille masculine
- 261 – NOUVELLE MAURICIE: OÙ SONT PASSÉS LES *RAFTMANS*?
Entrevue: **Nancy Neamtan**: l'adoption locale
- 260 – LES CHANGEMENTS DANS LE SYSTÈME DE SANTÉ AU QUÉBEC: LA GRANDE BOUSCULADE
Entrevue: **Fernand Rinquette**: le coupeur de pierre
- 259 – LA VÉRITÉ SUR LES FINANCES PUBLIQUES: LA NUIT DE LA DETTE VIVANTE
Entrevue: **Jacques Bélanger**: l'avenir des communautés religieuses
- 258 – LES ARTISTES VISUELS EN SURVIVANCE
Entrevue: **Emeline Michel**: jeune chanteuse au long cours

1995

- 257 – PERSONNES HANDICAPÉES ET EMPLOI - L'EFFET HYGRADE
Entrevue: **Audrey Benoît**: au-delà du «rack à linge»
- 256 – LES INDÉPENDANCES DANS À TRAVERS LE MONDE
Entrevue: **Svend Robinson**: il négociera

- 255 – LA SCIENCE REND-ELLE LA PERSONNE PLUS INTELLIGENTE?
Entrevue: **Clément Guimond**, directeur de caisse: le faux banker le vrai gain
- 254 – ÉTAT ET MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE: UN MARIAGE DE RAISON
Entrevue: **Dédé Fortin** (Colocs): L'inquiétude du fou du roi
- 253 – LA CÔTE-NORD: LES NOMADES IMMOBILES
Entrevue: **Alice Herscovitch et Isabelle Picard**: Immigrer chez l'immigrant
- 252 – CES CONFLITS QUI CHANGENT LE MONDE (guerres et pop civiles)
Entrevue: **Norbert Rodrigue**: Stratégie pour un changement

1994

- 251 – LA RECONVERSION DE L'INDUSTRIE MILITAIRE AU QUÉBEC
Entrevue: **Christian Lamontagne**: «Quand la religion ne nourrit plus...»
- 250 – L'AFFAIRE MAZARIN: SCANDALE - PRIVATISATION DE L'AMIANTE
Entrevue: **Michaëlle Jean**: «Quoi dire à un enfant noir né ici?»
- 249 – L'ALPHABÉTISATION EN DEHORS DE L'ÉCOLE
Entrevue: **Pierre Vallières**: «...il ne faut pas tuer les Don Quichotte»
- 248 – TRAVAIL DE RUE: L'ARRIVÉE DU PRÊT-À-PORTER
Entrevue: **Lorraine Guay**: «Rouge et experte»
- 247 – QUAND ÇA BOUGE DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC
Entrevue: **Réjean Thomas**: Les vertiges d'un médecin
- 246 – VIVRE À L'HÔPITAL
Entrevue: **Jean-Claude Germain**: «Le ministère des Affaires culturelles était un enfant non-désiré!»

1993

- 245 – GOUVERNEMENTS: LES TABLETTÉS DU SYSTÈME
Entrevue: **Denyse Gauthier** - La durabilité et l'ombre
- 244 – JEUNES EN PAYS DE GUERRE
Entrevue: **Léo-Paul Lauzon** - un comptable qui redresse la colonne
- 243 – LES JEUX D'ARGENT
Entrevue: **Michèle Rouleau** - L'empêcheuse de danser en rond
- 242 – ÉCONOMIE - LE POIDS DE LA TERRE, LA BALANCE DU QUÉBEC
Entrevue: **Les Lalancette**, père et fils
- 241 – BEAUCE ET THETFORD: APRÈS LEURS MIRACLES...
Entrevue: **Karen Young**: quand une anglophone chante le Québec
- 240 – UN MIROIR? UNE FENÊTRE? LA RÉALITÉ DE LA TÉLÉVISION
Entrevue: **Françoise David**: une passion politique

1992

- 239 – LA PRISON, ENTREZ PARLA GRANDE PORTE... CELLE DES DÉTENUÉS-ES
Entrevue: **Camil Bouchard**, le machisme généreux
- 238 – UN OUTIL NÉCESSAIRE: L'INDÉPENDANCE DU QUÉBEC
UNE HISTOIRE DE TIMIDITÉ ET DE CONVICTION
Entrevue: **Louise Corriveau**: les cégeps en questions
- 237 – LA FORÊT AU QUÉBEC: PÂTE ET GUEULE DE BOIS
Entrevue: **Danielle Martineau**: chason d'anniversaire pour une ville adolescente
- 236 – FORMATION PROFESSIONNELLE: LA PASSOIRE DÉBORDE
Entrevue: **Yvon Deschamps**: non, ç'pas drôle!!

- 235 – L'ABITIBI ET LE TÉMISCAMINGUE
Entrevue: **Nathalie Malo** et la relève agricole
- 234 – 500 ANS PLUS TARD DANS LES TROIS AMÉRIQUES
Entrevue: **Fredy Kunz**: la vieille idée du renoncement

1991

- 233 – L'AIDE SOCIALE ET L'EMPLOYABILITÉ
Entrevue: **Louis Fournier** et les nouveaux syndicalismes
- 232 – L'INVASION DES AINÉS-E
Entrevue: **Brigitte Lepage**: Être jeune et parent
- 231 – LE CANADA HORS QUÉBEC
Entrevue: **Paul Piché**: L'urgence du Québec
- 230 – LA GASPÉSIE DANS TOUS SES ÉTATS
Entrevue: **Rachad Antonius**
- 229 – SEXUALITÉ ET LIBERTÉ
Entrevue: **Michel Chartrand**
- 228 – LE LIBRE-MARCHÉ SCOLAIRE
Entrevue: **Louise Miller**

1990 Depuis mars 1990 : **VO, le magazine de Vie ouvrière**

- 227 – LES AUTOCHTONES: AU-DELÀ DES BARRICADES
Entrevue: **Sugar Bear**
- 226 – LA CRISE D'OCTOBRE: UN APPEL À LA RÉVOLUTION SOCIALE
Entrevue: **André Gagnon**
- 225 – L'ART MILITANT
Entrevue: **Vivian Labrie**
- 224 – FEMMES ET PAUVRETÉ
Entrevue: **Marie-Andrée Bertrand**
- 223 – L'IMMIGRATION LIBÉRANTE
Entrevue: **Guillermo Ungo**
- 222 – LES ENFANTS D'ABORD
Entrevue: **Andrée Ruffo**

De 1985 à 1990 **Revue Vie Ouvrière**

1989

- 221 – ÉCOLOGIE
- 220 – DÉMOCRATIE ET LIBERTÉS
- 219 – LES EMPLOIS PRÉCAIRES
- 218 – LES AMOURS: RÉALITÉ OU FICTION
- 217 – L'AVENIR DU FRANÇAIS AU QUÉBEC
- 216 – ÉQUITÉ SALARIALE: SORTIR DU GHETTO
- 215 – PRIVATISATION: UNE VENTE À L'ENCAN TERMINÉE, L'AUTRE COMMENCE

1988

- 214 – LES CEGEPS: 20 ANS DE LUTTE POUR L'ACCESSIBILITÉ
- 213 – LES GROUPES POPULAIRES FACE À CENTRAIDE

- 212 – LES DROITS DE LA PERSONNE: AU-DELÀ DES CHARTES
- 211 – LA FORÊT DANS VOTRE POUCELLE
- 210 – SURSIS POUR LA PLANÈTE (4 NOUVELLES)
- 209 – SANTÉ MENTALE
- 208 – IMMIGRATION ET SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE
- 207 – SOS GARDERIES

1987

- 206 – VIOLENCE CONJUGALE
- 205 – SPÉCIAL MONTRÉAL
- 204 – L'AVENIR AUTOCHTONE
- 203 – LES NOMADES DU TRAVAIL
- 202 – CONTES D'ÉTÉ
- 201 – SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
- 200 – MOUVEMENT POPULAIRE, CUVÉE 1987
- 199 – MONTRÉAL MULTICULTUREL

1986

- 198 – SANTÉ: LE RETOUR DU PRIVÉ
- 197 – CHRÉTIENNES POUR LE LIBRE CHOIX
- 196 – LIBRE-ÉCHANGE
- 195 – PLUIES ACIDES
- 194 – RÉCITS DE VACANCES
- 193 – LE TÉLÉROMAN À NOTRE IMAGE?
- 192 – LOGEMENT SOCIAL
- 191 – MÉDIAS ET CRIS

1985

- 190 – PAUVRE ET SANS EMPLOI
- 189 – MÉDECINES DOUCES
- 188 – HARCÈLEMENT SEXUEL À L'ÉCOLE
- 187 – NOS VIES PRIVÉES SOUS SURVEILLANCE?
- 186 – VACANCES: QUE FEREZ-VOUS AU TEMPS CHAUD?
- 185 – JEUNES: RÉSTANCES D'UNE GÉNÉRATION SACRIFIÉE
- 184 – LES ACCIDENTÉ-E-S DU TRAVAIL DE LA LOI 42
- 183 – LE BÉNÉVOLAT DES FEMMES

1984

- 182 – ARTS ET CULTURE
- 181 – TRANSPORT
- 180 – ALPHABÉTISATION
- 179 – NOUVELLES TECHNOLOGIES
- 178 – ARMEMENT
- 177 – LUTTE AU CHÔMAGE, UNE LONGUE MARCHÉ
- 176 – CONSTRUCTION: EN FINIR AVEC L'INSÉCURITÉ
- 175 – LES CUISINES PRENNENT LA RUE

1974 à 1984

Dossiers Vie Ouvrière

1983

- 174 – ON S'EST BATTU POUR RESTER – 15 ANS DE LUTTES POPULAIRES À QUÉBEC
- 173 – LA GASPÉSIE À L'HEURE DE GRANDE-VALLÉE
- 172 – DANS L'JUS
- 171 – LA RESTRUCTURATION SCOLAIRE
- 170 – L'ACTION POLITIQUE OUVRIÈRE, LA POLITIQUE À CONTRE-COURANT
- 169 – VIEILLESSE: LA MORT DES ILLUSIONS
- 168 – UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE EN VUE?
- 167 – JOC – 50 ANS D'UNIVERSITÉ OUVRIÈRE

1982

- 166 – L'AFRIQUE AUSTRALE EN GUERRE
- 165 – L'EXPLOITATION SEXUELLE DES JEUNES
- 164 – SECTEUR PUBLIC: TRAVAILLER N'EST PAS UN LUXE, NÉGOCIER NON PLUS!
- 163 – NOS VRAIES JOBS R'VIRENT EN JOBBINES
- 162 – SEPT-ÎLES: 10 ANS APRÈS MAI 1972
- 161 – LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL
- 160 – LA MALADIE DES FEMMES, ELLE S'APPELLE OPPRESSION
- 159 – EN PLEINE CRISE, SERRONS-NOUS LES COUDES (ÉPUIÉ)

1981

- 158 – L'AMÉRIQUE CENTRALE SAIGNE (ÉPUIÉ)
- 157 – CHAUFFEURS DE TAXI: 75 HEURES/SEMAINE SUR LES NERFS
- 156 – LES ENFANTS PRENNENT LEUR PLACE DANS L'ÉGLISE POPULAIRE
- 155 – PRENDRE SA PLACE AU QUÉBEC (LES IMMIGRANTS)
- 154 – ILS FERMENT AVEC NOTRE ARGENT (FERMETURES D'USINES)
- 153 – LOGEMENT ET VIE DE QUARTIER
- 152 – AU COEUR DE LA CLASSE OUVRIÈRE: DES FEMMES LUTTENT (ÉPUIÉ)
- 151 – QUAND LES USINES ÉMIGRENT DANS LES FOYERS

1980

- 150 – MILITARISATION ET RÉPRESSION
- 149 – LES HANDICAPÉS: DE L'ISOLEMENT À LA SOLIDARITÉ
- 147 – L'ÉDUCATION POPULAIRE, UNE CONTRE-ÉCOLE
- 146 – LES POLITIQUES DITES SOCIALES
- 145 – LE SOMMET POPULAIRE À MONTRÉAL
- 144 – LUTTER AVEC LES OPPRIMÉS
- 143 – LES ADOLESCENTS DE LA CLASSE OUVRIÈRE
- 142 – TEL TRAVAIL, TEL LOISIRS
- 141 – QUESTION NATIONALE ET RÉALITÉ OUVRIÈRE

1979

- 140 – SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN (DOSSIER RÉGIONAL)
- 139 – LE TRAVAIL EN MIETTES (LE TEMPS PARTIEL)

- 138 – LES MILITANTS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI
- 137 – L'ENDETTEMENT, UNE NOUVELLE FORME D'EXPLOITATION
- 136 – L'ÉGLISE QUI NAÎT DE LA CLASSE OUVRIÈRE
- 135 – LES TRAVAILLEURS DE LA SANTÉ
- 134 – LES NATIONS AUTOCHTONES PARMİ NOUS
- 133 – LE PETIT MONDE DES SECRÉTAIRES
- 132 – À LA SUEUR DE TON FRONT (SANTÉ AU TRAVAIL)
- 131 – LE SYNDICALISME AU QUÉBEC

1978

- 130 – LA VIE EN USINE
- 129 – LE POUVOIR ÉCONOMIQUE DES TRAVAILLEURS
- 128 – VIE DE MILITANTS (MADELEINE PARENT, LÉA ROBACK ET MICHEL CHARTRAND)
- 127 – UNE RÉGION OÙ RÈGNE L'INSÉCURITÉ (LE NORD-OUEST QUÉ)
- 126 – LE POUVOIR DE L'INFORMATION - BILAN ET PERSPECTIVES
- 125 – LE POUVOIR DE L'INFORMATION - EXPÉRIENCES ET LUTTES
- 124 – LES BUANDERIES ET LEURS EMPLOYÉ-E-S
- 123 – LES VIEUX NOUS ONT RACONTÉ (LES PERSONNES ÂGÉES)
- 122 – LES TRAVAILLEURS IMMIGRANTS
- 121 – HOMMES DE PEINE ET FEMMES DE MÉNAGE

1977

- 120 – LES CHRÉTIENS ET LE PROJET SOCIALISTE
- 119 – L'AVENIR DES JEUNES TRAVAILLEURS
- 118 – CONCERTATION OU CONFRONTATION (SOMMET ÉCONOMIQUE)
- 117 – QUAND FERMENT LES USINES
- 115 – LES ENFANTS DU MONDE OUVRIER
- 114 – VIE OUVRIÈRE ET FOI EN JÉSUS-CHRIST
- 113 – LES OUVRIERS À TRAVERS LE MONDE

1976

- 110 – LUTTES AGRICOLES ET LUTTES OUVRIÈRES
- 109 – L'ÉGLISE ET LA CLASSE OUVRIÈRE
- 107 – PROBLÈMES DE L'ÉGALISATION OUVRIÈRE (2ÈME)
- 106 – PROBLÈMES DE L'ÉGALISATION OUVRIÈRE (1ÈRE)
- 105 – DES CHRÉTIENS PARLENT DU FRONT COMMUN
- 104 – LES GROUPES MARXISTES AU QUÉBEC
- 103 – LE LOGEMENT ÉCHAPPE AUX TRAVAILLEURS
- 102 – LA HAUSSE DU COÛT DE LA VIE
- 101 – LES JEUNES ET L'ACTION OUVRIÈRE

1975

- 100 – POUR REFAIRE LE MONDE DU TRAVAIL
- 96 – LA POLITIQUE ET L'ÉVANGILE
- 95 – LE SANG DES OUVRIERS
- 94 – LE MARCHÉ «NOIR» DU TRAVAIL
- 93 – DES OUVRIERS PRENNENT EN CHARGE LEUR USINE

- 92 – L'ALIMENTATION ET L'ENTREPRISE PRIVÉE
- 91 – LES CHRÉTIENS ET LE MONDE OUVRIER

1974

- 90 – QUAND L'EMPLOYEUR EST L'ÉGLISE
- 89 – LE CONFLIT DU PAVILLON ST-DOMINIQUE
- 88 – LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LA VIE FAMILIALE
- 87 – CULTURE POPULAIRE ET LIBERTÉ
- 86 – LES FÊTES ET LA CULTURE POPULAIRE
- 85 – SOLIDARITÉ MULTINATIONALE DES TRAVAILLEURS
- 84 – L'ÉDUCATION POPULAIRE: MYTHE OU RÉALITÉ?
- 83 – OÙ VA LE TRAVAIL HUMAIN?
- 82 – LE TRAVAIL DES HOMMES
- 81 – CES MILITANTS, QUI SONT-ILS?

ANNEXE VI : Les types d'article

Afin de donner une idée des changements de types d'article que connut le magazine au fil des décennies, voici quelques exemples de sommaire. Il y en a un pour chaque nom que le magazine porta, vous donnant ainsi une bonne idée de l'orientation générale pour chacune des époques.

ANNEXE VII : La publicité dans la revue

Afin de donner une idée des changements dans le type de publicité que l'on a retrouvé dans le magazine depuis les premiers numéros, voici quelques exemples pigés au hasard. Encore une fois, on trouvera un exemple de publicité pour chaque nom que le magazine porta.

ANNEXE VIII : L'évolution de la structure du magazine

Le Bulletin des aumôniers de 1942 à 1951

Les directeurs comprennent :

- 1 membre de l'Action catholique canadienne (ACC)
- 1 de la Jeunesse ouvrière catholique (JOC) et de la Ligue ouvrière catholique (LOC)
- 1 de la Jeunesse agricole catholique (JAC)
- 1 de la Jeunesse indépendance catholique (JIC)
- 1 de la Jeunesse étudiante catholique (JEC)
- Secrétaire de rédaction
- Abonnement

L'Action ouvrière catholique de 1951 – 1958

La revue est sous la responsabilité des aumôniers nationaux et diocésains de la JOC et de la LOC avec l'autorisation de l'Ordinaire⁴².

Prêtres aujourd'hui de 1958 à 1964

- Directeur de rédaction
- Rédaction et administration

Prêtres aujourd'hui de 1964 à 1966

- Direction et rédaction
- Publicité*
- Administration
- Secrétariat*

Prêtres et Laïcs de 1966 à 1974

- Directeur
- Secrétaire à la rédaction*

Dossiers Vie ouvrière de 1974 à 1976

Le comité de rédaction comprend :

- Directeur
- Secrétaire
- 2 membres de la JOC*
- 1 membre de la Mouvement des Travailleurs Catholiques (MTC) *
- 1 membre du Centre Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO) *
- Collaborateurs*

Dossiers Vie ouvrière de 1976 à 1978

⁴² Aucune autre précision n'est donné quant à la structure.

Le comité de rédaction comprend :

- 1 membre de la JOC
- 1 membre de la MTC
- 1 membre de la CPMO
- Collaborateurs

Dossiers Vie ouvrière de 1978 à 1981

Le comité de rédaction comprend :

- Rédacteur en chef
- Assistante à la rédaction et à la promotion*
- 1 membre de la JOC
- 1 membre de la MTC
- 1 membre de la CPMO
- Collaborateurs

Dossiers Vie ouvrière en 1981

- Directeur
- Conseil de direction*
- Comité de rédaction*
- Graphiste*
- Secrétariat*

Dossiers Vie ouvrière en 1982

- Directeur
- Conseil de direction
- Comité de rédaction
- Recherchiste*
- Couverture*
- Secrétariat
- Photographe*

Dossiers Vie ouvrière de 1983 à 1985

- Directeur
- Comité de direction
- Comité de rédaction
- Recherchiste
- Couverture et recherche visuelle
- Membres des sous-comités^{43*}

⁴³ Il s'agit de comités formés pour travailler sur les thématiques comme les jeunes, les femmes, l'Église et l'international. À ce sujet, il faut savoir qu'à chaque fois que le magazine changea de nom, la rédaction produit un éditorial ou rédige une note afin d'expliquer le changement, c'est-à-dire afin de faire connaître les nouvelles orientations et les nouveaux espoirs du magazine. On retrouve ces éditoriaux en *Annexe I*.

Revue Vie ouvrière en 1985

- Directeur
- Rédacteur et rédactrice en chef (de 1986 à 1989) *
- Conseil de direction
- Comité de rédaction
- Secrétaire à la rédaction
- Couverture et graphisme
- Abonnement*
- Maquette, montage, comptabilité*
- Bande dessinée*
- Membres des sous-comités

VO en 1990

- Directeur
- Rédacteur en chef
- Conseil d'administration
- Comité de rédaction
- Journaliste régulier*
- Comité de financement*
- Comptabilité, abonnements, traitement de texte, recherche visuelle et montage*
- Photographie*
- Bande dessinée
- Membres des sous-comités et collaborations régulières

VO en 1993

- Rédaction en chef, coordination, promotion et publicité
- Conseil d'administration
- Comité de rédaction
- Pupitre et secrétaire de rédaction, montage des couvertures, visuel, comptabilité et rédaction*
- Gestion des abonnements et traitement de textes
- Mise en page
- Infographie*
- Photographie
- Bande dessinée
- Membres des sous-comités et collaborations spéciales
- Représentation publicitaire

VO en mars 1997

- Rédacteurs en chef
- Conseil d'administration
- Comité de rédaction
- Direction artistique, secrétariat de rédaction, montage des couvertures*
- Gestion des abonnements et traitement de textes*
- Mise en pages
- Photographie

- Coordination, promotion, publicité*
- Représentation publicitaire*

Recto Verso en septembre 1997

- Rédacteurs en chef
- Conseil d'administration
- Comité de rédaction*
- Direction artistique, secrétariat de rédaction*
- Gestion des abonnements
- Mise en pages et graphisme
- Coordination, promotion, publicité
- Comptabilité et traitement de textes
- Distribution*
- Représentation publicitaire

Recto Verso depuis mars 1998

- Rédaction en chef, direction artistique et montage couverture
- Conseil d'administration
- Comité de lecture*
- Direction de la production et journaliste
- Gestion des abonnements et de la distribution, comptabilité et traitement de textes
- Mise en pages et graphisme
- Coordination et développement*
- Représentation publicitaire

Annexe IX : Le schéma d'entrevue

Les années de travail au magazine : _____

- 1) Le projet
 - a) La définition (philosophie, doctrine)
 - b) La réalisation

- 2) L'organisation (évolution)
 - a) Les ressources humaines
 - b) Le financement
 - c) Les activités parallèles
 - d) Le conseil d'administration (structure, politique, code d'éthique)

- 3) La revue
 - a) Pourquoi un magazine ?
 - b) La publicité

- 4) Les grands moments
 - a) Le bilan
 - b) Les problèmes
 - c) Les questionnements
 - d) Les enjeux immédiats et futurs